

Histoire de la diffusion des éoliennes

Menaces sur la sécurité énergétique de l'Europe par la politique des éoliennes.

Groupe d'information sur les éoliennes
(La Roche-en-Ardenne)

Les objectifs du marketing de l'éolien industriel

Pendant la guerre froide, des mouvements pacifistes contestent le nucléaire en Occident tandis que les Soviétiques accumulent les installations nucléaires. A la chute du bloc soviétique, les biens russes sont privatisés. Des anciens membres du parti deviennent propriétaires des concessions russes de gaz. Leurs concurrents européens sont les centrales nucléaires qui réduisent la quantité de gaz à vendre en Europe et les rentrées de devises dont les vendeurs ont grand besoin.

En 1985, un petit constructeur d'éoliennes danois est mis en faillite aux États-Unis quand les subsides pour les éoliennes y sont supprimés. Miraculeusement, des garanties de subsides éoliens sont alors votés au Danemark et des lobbies sont financés pour une campagne de publicité monstre pour l'éolien et contre le nucléaire. Des subsides, similaires à ceux du Danemark, sont alors alloués dans la plupart des pays d'Europe. Une campagne d'information, continuant les campagnes menées durant la guerre froide, rend effrayant tout ce qui se rapporte au nucléaire. Les militants communistes antinucléaires deviennent des militants écologistes antinucléaires.

Les méthodes des lobbies éoliens sont décrites ensuite pour expliquer leur succès et pour illustrer par l'exemple l'efficacité de la propagande moderne.

Pourquoi y a-t-il eu un engouement pour l'énergie éolienne ? Cette étude fait partie d'un dossier sur les éoliennes. La section sur les coûts [90] a montré que les éoliennes industrielles n'ont pas de justification économique.

L'étude des systèmes de production d'électricité à la demande montre que des avantages du système éolien sont contrebalancés par les contraintes d'un changement rapide, quand le vent change, vers des générateurs de backup, lesquels ne sont pas optimisés du point de vue coût et environnemental.

Parce que les résultats obtenus sont contraires à l'opinion courante, nous devons insister pour démontrer que les éoliennes sont inférieures à d'autres solutions pour éviter le réchauffement climatique, ce qui donne un côté polémique aux explications données ici.

Puisqu'il était connu que les éoliennes empêchent de meilleures solutions, il faut trouver et expliquer les raisons (cachées) qui ont amené l'opinion publique et des politiciens à croire à l'intérêt des éoliennes.

C'est un concours de circonstances qui a donné des opportunités à d'astucieux membres des services de l'information, spécialistes de l'orientation de l'opinion.

L'histoire se déroule suivant deux phases principales, d'abord pendant la guerre froide et ensuite après la chute du communisme et la privatisation des richesses de la Russie, rendant des particuliers propriétaires du gaz et du pétrole.

L'histoire de l'engouement pour les éoliennes a un intérêt éducatif annexe. Ce cas concret permet d'enseigner sur un exemple les méthodes modernes des lobbies et leur efficacité pour orienter l'opinion.

L'histoire est présentée dans une série de pages sur le Web [98]. On peut aussi la lire dans cet article [96] (imprimable depuis notre site ainsi que la liste des références [99]).

L'arme du pétrole pour gagner la guerre

Comment les Alliés ont-ils gagné contre le Japon et l'Allemagne ? La suppression de l'approvisionnement en énergie a servi de tactique de guerre.

Un pays développé a besoin de matières premières et surtout de pétrole. S'il n'en a pas, il doit avoir des accords économiques avec les voisins, ce qui se pratique entre nations occidentales civilisées mais au risque d'un arrêt de livraison si le fournisseur en profite au moment d'une crise. Cela est arrivé au Japon et en Allemagne entre les deux guerres (d'après [66]).

Guerre contre le Japon

Le Japon, suite à son développement technologique rapide sur une île sans ressources minières, dépendait de l'étranger pour son énergie et ses matières premières. Sous l'influence d'une secte militaire, les Japonais ont étendu leur zone de coprosperité en envahissant l'Est de l'Asie, tout en commettant des atrocités (plus de 10 millions de morts en Chine). En 1936, des jeunes officiers fanatiques japonais assassinent ceux qui s'opposent aux conquêtes militaires.

Les États-Unis étaient alors le principal producteur de pétrole, tenant le rôle du Moyen-Orient aujourd'hui, et ils ont décrété un embargo pétrolier contre le Japon, effectif en 1941. Les Japonais ont riposté par une attaque surprise sur Pearl Harbour (1941), espérant décourager les États-Unis ainsi privés de leur flotte sur le Pacifique. Cependant, les Américains décodaient certains messages japonais et avaient mis à l'abri leurs quelques porte-avions puis ils ont mobilisé leur pays pour se venger de cette attaque déloyale (Maechling 2000) [88]. Le Japon conquiert alors l'Asie du Sud-est et s'approvisionne en pétrole en Indonésie mais les États-Unis reprennent les puits de pétrole et gagnent la guerre contre un opposant qui n'a plus de sources d'énergie.

Guerre contre l'Allemagne

Les Nazis avaient besoin de pétrole pour leurs projets guerriers (Momsen 1999) [89]. Hitler négocie un curieux accord avec les Russes en échange d'un partage de la Pologne et de

livraisons de pétrole (1938 à 1941). Les Français et les Anglais projettent alors de bombarder les puits de Bakou, mais la France est conquise avant cela (1940). En 1941, Hitler attaque son allié russe, dont la fidélité n'est pas sûre, pour s'emparer des puits de pétrole de Bakou et assurer ainsi son approvisionnement.

L'avance initiale rapide des blindés allemands prive la Russie du pétrole de Bakou en coupant le chemin de fer de Bakou à Moscou puis en coupant le transport par péniche sur la Volga à Stalingrad. Les Soviétiques inquiets se préparent à saboter leurs puits de pétrole mais ils reçoivent alors une aide américaine (1942) qui leur permet de résister avec des armes nouvelles.

Les Allemands furent réduits à produire jusqu'à 50 % de leur essence par synthèse industrielle à partir du charbon (un procédé plus complexe que d'extraire du pétrole). Les Alliés auraient pu bombarder ces usines mais ils craignaient que cela incite à les installer sous terre. Ils préférèrent attendre le moment du débarquement (juin 1944) pour les détruire alors d'un coup, espérant que les Allemands n'aient pas le temps de les reconstruire sous terre avant la fin de la guerre.

Stratégies empêchant l'indépendance énergétique

Détruire l'approvisionnement en pétrole a été la stratégie décisive pour la victoire des Alliés sur les Allemands et les Japonais.

La sujétion au fournisseur d'énergie a-t-elle encore cours ? Si un pays fournisseur d'énergie ne veut pas dépendre des décisions de l'Europe, pourrait-il utiliser un chantage à l'énergie ?

La suite décrit un plan assez machiavélique mais plausible pour rendre le gaz indispensable, entre autres, en empêchant l'Europe d'utiliser le nucléaire qui garantirait son indépendance énergétique.

Chantage à l'approvisionnement énergétique

Comment se déroulerait un conflit futur ? Un pays privé de sources d'énergies est en situation précaire.

La croyance récurrente qu'il n'y aura plus de guerres

Voici comment on pourrait utiliser l'arme de l'énergie contre l'Europe, laquelle est dépendante de l'étranger pour le pétrole et le gaz.

Imaginons qu'un pays producteur ait chargé des géopoliticiens machiavéliques d'étudier comment mettre l'Europe à la merci d'un chantage énergétique. Pour imaginer comment se passerait ce genre de conflit, examinons deux stratégies pour empêcher l'indépendance énergétique de l'Europe grâce au nucléaire.

- Conditionner la population pour qu'elle ait une réaction de rejet à toute évocation du mot nucléaire et diabolise ainsi toute centrale nucléaire, civile ou militaire.
- Piéger l'Europe dans des investissements qui seraient perdus si l'option nucléaire était choisie plus tard, ce qui est le cas du système de production : éoliennes - centrales à gaz.
- Piéger des électeurs à investir dans l'éolien. Les promoteurs éoliens émettent en effet des parts dans le pays où les éoliennes sont installées. Les investisseurs locaux, qui sont aussi des électeurs, perdraient leur mise si le pouvoir décidait plus tard de revenir au nucléaire.

Pour comprendre quelles opérations favorisent ces stratégies des producteurs de gaz, cinq manipulations sont étudiées ici :

- Les stratégies et les chantages possibles sur l'énergie.
- Les désinformations sur le nucléaire.
- Le pouvoir de convaincre de la propagande moderne.
- Les désinformations sur le renouvelable intermittent.
- La transformation des messages de la désinformation en réglementations, stables et contraignantes

Croyance à la résolution pacifique des conflits

Avant chaque guerre moderne, les dirigeants attaqués n'ont pas cru qu'une nation moderne allait se lancer dans une guerre. Cependant, bien que la France ait été le pays le plus évolué au XVIII^e siècle, Napoléon a déclenché des guerres dès qu'il y a vu son avantage. En 1870, 1914 et 1940, les dirigeants allemands, malgré leur civilisation avancée, ont provoqué des guerres quand ils ont cru y trouver plus d'avantages que d'inconvénients.

Dans chaque cas, la population attaquée s'était mal préparée car elle croyait que les guerres étaient des survivances barbares du passé et ne se reproduiraient plus. L'ignorance des risques est fréquente et dangereuse. Une attitude prudente consiste donc à envisager que le voisin prépare une guerre, ce qui est supposé ici.

Conflit énergétique avant une guerre ouverte

Une guerre moderne serait catastrophique pour l'assiégé mais aussi pour l'attaquant. Les conflits futurs seront donc précédés par des chantages pour obtenir des concessions sans devoir aller jusqu'à la guerre.

Si les problèmes qu'avaient connus l'Allemagne et le Japon devaient se répéter à l'occasion de désaccords survenant sur les droits de l'homme ou sur l'harmonisation entre les lois religieuses fondamentalistes et les lois démocratiques ou sur la tolérance envers des méthodes mafieuses ou sur l'opposition à un cartel du gaz payé par des transferts de technologies militaires ou sur des questions matérielles impactant la prospérité et la propriété, les producteurs d'énergie (pétrole et gaz) pourraient exercer un chantage pour contraindre l'Europe à accepter leurs exigences.

Lors de la crise de Berlin où tous les accès terrestres à la ville encerclée ont été supprimés, les Alliés pouvaient soit céder, soit provoquer une guerre qui aurait été nucléaire, soit faire survivre les habitants de Berlin en les ravitaillant de l'extérieur par un pont aérien. Ils ont choisi cette dernière solution qui a d'abord prolongé la crise sans qu'aucun des adversaires ne soit acculé à céder mais finalement les Communistes ont compris qu'ils n'étaient plus supportés par leurs alliés traditionnels en étouffant les habitants innocents de Berlin et ils ont négocié.

La faiblesse d'un pays privé de sources d'énergie

Un pays privé d'électricité et de pétrole ne pourrait pas résister si on le privait de la majeure partie de son énergie. Par contre, si le nucléaire fournissait plus de la moitié de l'énergie, le pays pourrait résister car il ne devrait produire que peu d'énergie supplémentaire pour des transports et des industries indispensables. Il pourrait alors utiliser les maigres ressources du charbon local et de la chimie (qui permet de synthétiser du pétrole) en plus d'autres énergies tirées du bois, des cultures et de la géothermie. Il pourrait ainsi survivre et attendre de l'aide extérieure ou la chute du régime oppresseur et ne serait pas contraint à se défendre par une guerre déclarée. En effet, l'électricité nucléaire et les énergies d'appoint pourraient faire

tourner la plupart des industries de subsistance et rendre habitables les maisons et les lieux de travail. Une centrale nucléaire peut facilement stocker des provisions d'uranium pour des dizaines d'années.

Ceux qui croient que les considérations ci-dessus sont des spéculations sans fondements devraient étudier la crise récente (janvier 2006) de l'Ukraine où l'interruption du gaz russe a été déterminante pour que l'Ukraine tienne compte des impératifs russes. La politique russe d'un cartel gazier n'est pas secrète [77].

La suite montre quelles personnes contrôlent la gestion du gaz et quels sont les rapports de force entre les producteurs de gaz et les utilisateurs actuels.

Exploitation du gaz de Russie

Les concessions de gaz soviétique sont devenues la propriété de particuliers depuis la chute de l'empire russe. Pour que ces concessions de gaz rapportent des devises, les nouveaux gestionnaires doivent vendre autant de gaz que possible au seul client riche alimenté par pipeline, l'Europe.

Les propriétaires des gisements de gaz

Lors du démantèlement de l'empire soviétique, ses richesses ont été privatisées de 1987 à 1992. Les ressources en pétrole et en gaz étaient le bien le plus convoité. Les anciens membres du parti avaient encore les commandes de ce qui restait de l'État et/ou s'étaient constitués en mafias. Ils en ont pris le contrôle. Les nouveaux propriétaires des gisements de gaz et de pétrole ont ainsi acquis des gigantesques intérêts privés mais ils devaient les exploiter pour dégager les devises dont ils avaient un urgent besoin pour consolider leur situation.

Géopolitique du gaz naturel

L'Europe était en 1990 l'unique client pour acheter le gaz des gisements russes. Le gaz est acheminé par des pipelines, un moyen économique de transport. Le moment est favorable car le pic de production du gaz extrait en Mer du Nord survient vers 1985. De 1986 à 1991, les exportations de gaz russe ont presque doublé.

La suite explique quelles sont les conditions politiques de la distribution du gaz. Si la Russie faisait partie de l'Europe, cette grande unité pourrait ainsi avoir une politique énergétique cohérente et rentable avec un approvisionnement sécurisé mais les politiciens européens ont mis un certain temps à comprendre que cela était impossible avec la structure peu démocratique du nouveau pouvoir en Russie.

Depuis le choc pétrolier de 2006, les conditions ont encore évolué. La production de gaz russe était restée stationnaire de 1991 jusqu'en 2005, peut-être parce que le champ géant de gaz à Urengoy s'épuisait et qu'on ne trouvait que peu de gisements nouveaux et aussi profitables (Campaner 2007) [67].

La Chine devient maintenant un nouveau client assez riche pour acheter le gaz russe. Elle est aussi proche que l'Europe des champs gaziers au Nord-est de l'Oural et peut être alimentée par pipeline.

Les ressources de gaz deviennent plus rares et sont plus demandées. Le prix du gaz est ainsi lié au prix du pétrole. L'épuisement des champs gaziers et la croissance de la demande

rendent crucial la question énergétique. Les producteurs de gaz, Iran, pays du Moyen Orient et pays provenant de l'éclatement de l'URSS, prennent des accords de cartel (appelés *les gaziers* dans la suite) et pourraient tirer parti de leur monopole de fournisseur.

Le contexte politique au début de l'engouement éolien

Avant de montrer comment les éoliennes sont devenues un élément important de la stratégie du contrôle de l'énergie, il faut d'abord expliquer l'histoire de la propagande antinucléaire.

Vers 1900, la Russie se met en position d'exploiter ses vastes gisements de gaz. Cet événement vient après que la propagande de la guerre froide ait déjà commencé à rendre le nucléaire horrible. Pour comprendre comment les manœuvres se sont succédé, il faut donc revenir au contexte de la guerre froide.

Propagande pendant la guerre froide

Les méthodes de propagande avaient été perfectionnées avant et pendant la seconde guerre mondiale. Les Communistes avaient une longue tradition d'efficacité pour enthousiasmer des militants, pour manipuler et pour désinformer. Les méthodes de propagande ont changé après la guerre avec l'apparition et la démocratisation de la télévision.

Les Soviétiques ont l'expérience du conditionnement des populations. Ils ont acquis cette expertise depuis les débuts du communisme. Ils avaient par exemple réussi à enthousiasmer un grand nombre de Français et d'Italiens pour le régime stalinien.

Sous la menace d'un conflit nucléaire pendant la guerre froide, les Soviétiques avaient intérêt à susciter des réactions antinucléaires en Occident, surtout en Allemagne où des missiles étaient installés. Cette politique ne les empêchait pas de renforcer leur propre équipement nucléaire.

Les mouvements pacifistes ne sont pas une nouveauté mais des contestations contre un gouvernement en guerre étaient considérées comme des trahisons et n'avaient jamais été admises dans aucun pays du monde. Cependant, en 1960, au moment de la guerre du Vietnam, ces mouvements, soutenus par la population, ont été peu réprimés aux États-Unis.

Activisme environnemental

L'activisme environnemental est une tradition ancienne. Il était déjà important avant 1960, comme la préservation des parcs nationaux, la protection des animaux sauvages, la lutte contre la déforestation, contre la disparition de l'habitat des espèces menacées et contre la surexploitation de la pêche, surtout de la pêche à la baleine. Cet activisme a été favorisé après 1960 par les libertés laissées aux médias.

L'activisme environnemental est alors devenu une occupation socialement valorisée comme l'était l'évangélisme religieux. L'activisme pacifiste et antinucléaire a profité de cet état d'esprit.

Le rôle de la télévision

La croissance du nombre d'émissions de la télévision, un média où les critiques sont limitées et où les arguments émotionnels ont plus de poids, a renforcé l'impact des propagandes occultes et des lobbies. La majorité des ménages a eu son récepteur de télévision vers 1953 aux États-Unis et dans les années 1960 en Europe.

La télévision a été rendue responsable de rendre conformiste mais le sens de 'conformisme' avait évolué quand une propagande a pu façonner l'opinion dominante grâce à la télévision. Les gens avaient auparavant confiance dans leurs journaux et dans les politiciens que ceux-ci soutenaient. Les hommes d'affaires derrière cette formation de l'opinion étaient influencés par de bons experts économistes et aucune décision n'était prise sans avoir mesuré son impact économique. Leurs décisions ont permis la progression spectaculaire du pouvoir d'achat de 1945 à 1975 pendant « les 30 Glorieuses ». Depuis, d'autres personnes ont pris le contrôle des médias et donc de l'opinion.

Nouveaux buts de propagande

Quelles désinformations faut-il introduire pour favoriser le gaz par rapport au nucléaire ? Comment la propagande antinucléaire a-t-elle été aussi efficace ? Une personne sachant calculer le bilan financier d'une entreprise peut se faire une idée assez exacte des coûts relatifs des différentes manières de produire de l'électricité mais ces experts sont rares et n'ont plus la parole dans les médias populaires.

Notre calcul des coûts [90] montre que le prix de production de l'électricité des centrales à gaz (38 €/MWh) revient à peu près plus cher que celui du système nucléaire (29 €/MWh). Le système de production éolien-gaz (67,5 €/MWh) en Ardennes revient plus de 2 fois plus cher que le nucléaire. Ces valeurs sont discutées sur le site [90]. Les différences s'accroissent si le prix du gaz augmente.

Pourquoi choisir ce qui est cher quand on a des solutions plus économiques ? Comment les décideurs occidentaux ont-ils pu ainsi oublier les bases comptables de ce qui a fait la force de son économie ? Les politiques récentes de l'énergie ne sont plus guidées par des concepts sains de rentabilité bien que les conséquences dramatiques d'une ignorance de l'économie aient été rendues manifestes par l'expérience communiste.

La suite montre que toutes les déformations du problème énergétique vont dans un seul sens, d'abord contre le nucléaire, ensuite pour l'éolien. Cette manipulation de l'opinion aurait été habilement distillée par l'intermédiaire des médias et des partis antinucléaires (qui se font appeler les Verts ou les Ecologistes).

Les militants communistes étaient formés à rejeter sans examen tout ce qui était capitaliste. Les écologistes, formés par des sources similaires, se sont laissés entraîner sur la même pente, refusant de remettre en question leurs idées sur tout ce qui est nucléaire.

La suite explique d'abord comment le nucléaire a été rendu effrayant.

Comment rendre effrayant le nucléaire

La radioactivité a été diabolisée après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Le mécanisme de la mutation de gènes avait été découvert en 1953 et commençait à être compris. Les propagandistes de 1987 en ont profité pour amplifier le rôle mutagène de la radioactivité. La propagande utilise les défauts du raisonnement spontané pour mieux faire passer ses messages.

Le mécanisme des gènes et des mutations

Le risque fait partie de la vie, aussi bien avant qu'après l'industrialisation. Un des défauts de l'intelligence humaine est d'être incapable d'estimer les risques à leur juste valeur relative comme le montre les raisonnements sur la radioactivité.

Les radiations nucléaires risquent de provoquer des mutations de gènes, mutations produites aussi par d'autres effets nocifs plus courants : le vieillissement, les maladies, les dérèglements physiologiques, les empoisonnements, les antioxydants, les radicaux libres, les nourritures courantes et l'oxygène de l'air. Ces mutations sont réparées automatiquement par des mécanismes du génome qui comparent les codages complémentaires des deux brins de chromosomes et réparent, disons, 99,9 % des défauts.

Si un défaut apparaît sur les deux parties correspondantes d'une même partie codante sur chacun des deux brins complémentaires d'un chromosome avant que le processus régulier de réparation ait réparé le premier défaut, une mutation permanente de ce chromosome peut apparaître, risque qui augmente quand les destructions sont plus fréquentes par rapport aux réparations. Cette théorie explicative est spéculative mais elle explique que le taux de mutation dépend de la dose, c'est-à-dire, n'est pas linéaire, puisqu'il est plus faible quand les cycles de réparations sont beaucoup plus fréquents que les apparitions de doubles défauts. Dans le calcul des effets différés de la radioactivité, le nombre de morts statistiques diminue fortement si l'effet des radiations dépend de la dose, ce que des études statistiques semblent confirmer.

Comment explique-t-on que des radiations servent à guérir le cancer ? Seules les rares mutations qui perturbent la limitation de la multiplication cellulaire peuvent, combinées avec d'autres mutations, produire des cancers. La plupart des autres mutations empêchent les mécanismes biologiques les plus compliqués, tels que la reproduction de la cellule. Le renouvellement naturel des cellules reproduit surtout les cellules non mutées et non les cellules cancéreuses.

De rares mutations reproductibles peuvent être utiles pour l'évolution bien qu'elles produisent bien plus souvent des êtres anormaux que des organismes meilleurs. A long terme, les mutations sélectionnent des organismes mieux adaptés pour résister aux épidémies.

Ordre de grandeur des radiations subies

L'esprit humain est sensible à la force d'une émotion mais pas à la fréquence de ce qui peut émouvoir ainsi. En provoquant un jugement spontané mais faussé, on trompe ainsi des gens peu méfiants. On peut ainsi faire croire que des choses horribles qui arrivent très rarement sont plus graves que des dangers fréquents mais moins générateurs d'émotion. Un avion qui tombe est plus impressionnant que le même nombre de morts produits par des accidents de roulage pour un kilométrage parcouru bien plus faible. La plupart des gens ne peuvent pas distinguer l'importance relative des dangers auxquels ils font face. La propagande soviétique a utilisé cette faiblesse humaine pour grossir le risque nucléaire.

Nous sommes exposés à un rayonnement radioactif naturel venant de la terre, de nos composants radioactifs (carbone et potassium) et des rayons cosmiques. Des études sur la fréquence des maladies en zones irradiées (de Kervasdoué 2007 [70]) montrent qu'une radioactivité faiblement augmentée aurait plutôt

des effets bénéfiques, peut-être en augmentant la fréquence des réparations mais rien de sûr n'est établi.

L'industrie nucléaire a ajouté une faible fraction de rayonnement en raison surtout des essais de bombes nucléaires et des accidents d'une industrie nouvelle, surtout celle des armements (Charpak et al. 2005 [47], Durand 2007 [100]). Des statistiques de cancer chez ceux qui ont subi un excès de radiations qui a pu être mesuré (bombardements au Japon et personnes irradiées) ont permis d'estimer certains de ces risques (cancers différés). Ce risque est très faible par rapport aux autres causes de cancer. Les observations ne supportent pas la théorie que, pour les faibles doses, ce risque est proportionnel aux radiations.

Efficacité de la propagande émotionnelle

On provoque l'effroi en suggérant que les radiations augmentent le risque d'avoir un enfant handicapé bien que cette conséquence, parfois observée chez des animaux fortement irradiés mais encore capables de procréer, n'ait été ni prouvée ni même observée chez les humains irradiés, bien que les clips de propagande aient montré des enfants handicapés en faisant croire qu'ils venaient de Tchernobyl. On peut effrayer en persuadant que la vie dans un monde ayant plus de radiations cancérigènes est plus menacée que par la pauvreté résultant de l'épuisement des réserves fossiles (et que le risque d'avoir une vie abrégée ainsi). En fait, les émissions de poussières de l'industrie du charbon, certaines étant radioactives, occasionnent un bien plus grand nombre de décès prématurés sans que l'on sache si les stations d'épuration et les dépoussiéreurs futurs seront vraiment suffisants contre ces pollutions, même après les grands progrès récents [70]. Les émissions de métaux lourds, de fumées du diesel ou du tabagisme ont des effets cancérigènes bien observés. Les terrains pollués par des pesticides et les armes chimiques et bactériologiques pourraient être plus nombreux et plus dangereux que par des déchets nucléaires (Il n'y a pas de statistiques valables dans l'ancien empire soviétique).

Les gens peuvent être obnubilés par un risque au point de perdre tout repère par rapport aux autres dangers. La crainte du nucléaire est devenue une superstition facilement attisée par des agitateurs professionnels. Les propagandistes agissent par de petites suggestions changeant l'orientation politique d'un monde démocratique. La crainte de perdre des repères religieux a eu un rôle disproportionné en histoire. Des traditions nées dans des circonstances anciennes ont eu un rôle majeur dans la surpopulation.

La suite montre l'amplification de la propagande antinucléaire après la chute du communisme.

Désinformations sur la dangerosité du nucléaire

Les informations sur les conséquences de Tchernobyl ont été déformées, ce qui serait une preuve d'une désinformation organisée bien qu'on n'en connaisse pas les commanditaires. La contestation antinucléaire a été combinée avec des désinformations sur le nucléaire civil comme l'importance et la dangerosité des déchets et l'estimation des réserves d'uranium.

Tchernobyl (1986) est un accident mais les services de propagande des deux camps ont été prompts à s'en servir. D'une part, l'Occident en a profité pour précipiter la chute du Communisme. D'autre part, on a pu constater que les médias,

quelques années plus tard, ont systématiquement accentué tous les incidents nucléaires et ont gonflé la catastrophe de Tchernobyl pour susciter une peur irrationnelle du nucléaire, peur virant à la superstition. L'estimation basse (mais sérieuse) de Tchernobyl est de 56 morts directs en plus des morts statistiques qui viendraient de cancers différés qui pourraient raccourcir la vie d'un millier d'habitants sur terre [70].

Les informations sur les conséquences de Tchernobyl ont été incroyablement gonflées par les médias, ce qui fait supposer qu'un lobby antinucléaire bien formé et bien financé y ait participé de façon efficace. Des estimations délirantes (100.000 morts) sont présentées avec aplomb.

Situation des énergies pour les antinucléaires

Une méthode pour induire les gens en erreur est de profiter de la difficulté qu'ils ont de comparer les ordres de grandeur s'ils ne sont pas instruits en finances ou en économie. Les déchets nucléaires (15 tonnes par an par réacteur) peuvent être facilement enterrés sur place et ont alors une dangerosité minime par rapport aux 4 millions de tonnes de cendres et de poussières produites pour une énergie équivalente par la combustion de charbons fossiles (plus pour le lignite, moins pour l'antracite). Les déchets du charbon contiennent des métaux lourds et des produits cancérigènes s'ils se retrouvent dans l'air ou dans l'eau.

L'information sur les réserves d'uranium sur terre, sur le prix de l'uranium consommé par kWh produit et sur la dangerosité des rejets radioactifs a été soigneusement embrouillée pour faire croire à des problèmes insolubles. Par le canal des partis antinucléaires et de campagnes médiatiques, le nucléaire a été banni dans les pays producteurs de charbon. Les lobbies antinucléaires parsèment leurs textes de messages tels que : « ... l'uranium 235, suite à son épuisement prévisible, » [102].

Pour augmenter le prix des centrales nucléaires, des difficultés légales et administratives ont été soulevées pour retarder la construction des centrales nucléaires. Il en est résulté des délais de 10 ans pour terminer les centrales en Occident. Au Japon, les centrales nucléaires se construisent pourtant en 3 ou 4 ans et résistent aux tremblements de terre. Les indices d'une manipulation antinucléaire deviennent de plus en plus évidents [69].

Comme les éoliennes se démontent assez facilement, les lobbies éoliens font intervenir ce prix dans les calculs comparatifs tout en sachant qu'on ne démontera jamais une éolienne, sauf pour la remplacer par une plus grande, et qu'on continuera à installer les nouveaux réacteurs nucléaires sur les sites où l'on a installé les précédents.

L'Europe et spécialement la France et la Belgique ont construit des centrales nucléaires qui n'ont pas causé de problèmes de sécurité et qui ont contribué à la productivité européenne.

La contestation du nucléaire n'a pas été inutile car, aux États-Unis, des petites entreprises, bien que technologiquement à la pointe du progrès, avaient construit des centrales nucléaires sans toutes les garanties nécessaires de sécurité, comme l'a montré le désastre financier (et non le désastre nucléaire) de la centrale de Three Mile Island. L'agitation médiatique a transformé une contestation valable et positive en moyen d'action pour des lobbies douteux.

Les centrales nucléaires proposées actuellement sont plus sûres et plus productives mais requièrent des investissements

plus élevés, ce qui n'empêche pas l'énergie nucléaire d'être beaucoup moins chère que l'énergie fossile même sans compter l'absence d'émissions à effet de serre, un avantage décisif du point de vue de l'environnement. Il serait stupide qu'une propagande insidieuse empêche l'Europe de profiter de son avance technologique dans les centrales nucléaires sécurisées.

Activisme des pacifistes contre les bombes nucléaires

Les premières protestations antinucléaires furent organisées par des groupements pacifistes luttant contre la guerre et l'armement, ce qui était plus porteur que de défendre les 150 000 conscrits du Vietnam qui s'étaient réfugiés au Canada.

Des manifestations sont parties du Canada contre les essais atomiques prévus en octobre 1969 dans les îles Aléoutiennes (Amchitka). D'autres contestations ont été organisées contre la bombe française (affaire Greenpeace du Rainbow Warrior, 1985).

En temps de paix, la lutte des pacifistes se manifeste par des protestations contre le réarmement et donc surtout contre les armes nucléaires. On a soupçonné les Communistes de noyauter et de financer les mouvements pacifistes de la guerre froide mais les Soviétiques avaient formés leurs militants à ne jamais laisser de connexions directes qui pourraient être prouvées.

Pour comprendre l'action des lobbies éoliens, il faut connaître l'histoire du développement technologique des éoliennes.

Histoire des technologies éoliennes et de leur commerce

Après la première crise du pétrole (1975), une petite société danoise dynamique a investi dans les éoliennes, aidée par quelques subsides. Après la faillite de la branche américaine de la société suite à la suppression de subsides éoliens, les promoteurs se sont rendu compte que la première urgence était d'investir dans le lobbying. La société danoise est alors sauvée par le vote de subsides assez importants pour lui garantir des ventes suffisantes pour construire des usines modernes produisant des éoliennes en série. Des subsides similaires à ceux du Danemark sont ensuite votés en Allemagne et dans la plupart des autres pays d'Europe. Les qualités techniques des éoliennes se sont avérées secondaires par rapport au lobbying.

Pourquoi et comment de l'éolien non rentable a-t-il été installé ? Des observateurs [36] y ont rapidement vu le résultat des désinformations des lobbies du gaz et des lobbies antinucléaires. Des manœuvres plausibles de ces lobbies sont expliquées ci-dessous après une introduction à la technologie.

Histoire technologique des éoliennes modernes

Une société danoise de constructions métalliques, Vestas [106], a construit des éoliennes expérimentales après les premières crises du pétrole en 1975. En 1981, ils ont vendu quelques éoliennes grâce à des subsides accordés au Danemark et en Californie pour des essais de production d'énergie par le vent. Ces recherches ont permis le développement de cette petite société et des essais comparatifs amenant le choix d'éoliennes à axe horizontal et à 3 pales. Celles-ci sont plus solides, plus faciles à équilibrer et plus économiques que les éoliennes Darien

à axe vertical mais leur impact paysager hypnotique est bien plus gênant.

Vestas et d'autres ont mis au point les améliorations suivantes :

- Des pales à angle d'attaque variable comme sur les hélices d'avion, ce qui permet un bon rendement à chaque vitesse du vent et une réduction de la puissance et des risques de bris de pales par vent fort. Le coefficient moyen de charge est meilleur parce que l'hélice tire mieux parti de chaque force de vent.
- Des engrenages obliques ou en hélice qui réduisent les bruits mécaniques comme ils avaient amélioré les différentiels de voiture depuis 1913.
- Des pales en fibres de verre comme pour les ailes d'avions. Les progrès ont continué pour augmenter les dimensions, pour réduire le poids et pour atténuer le bruit.

De la compétence technologique au lobbying

En 1985, des subsides américains pour l'éolien ont été supprimés, ce qui a amené la faillite de la branche américaine de Vestas. Vestas et d'autres promoteurs de l'éolien ont alors compris que le lobbying était beaucoup plus important que la qualité technique.

En 1989, 2 ans après Tchernobyl et deux ans avant la chute complète du Communisme, on observe un changement inexplicable dans la politique des subsides éoliens danois, lesquels deviennent bien plus importants.

Le Danemark vend de l'électricité éolienne à la Norvège, un pays qui peut la stocker en faisant moins fonctionner les turbines des grands lacs formés par des barrages hydroélectriques sur des fjords. Elle achète de l'électricité (nucléaire) aux heures de pointe depuis l'Allemagne. Ces échanges sont équilibrés quant à la quantité de GWh mais pas quant aux prix, l'électricité étant plus chère aux heures de pointe.

Grâce aux garanties de rentabilité qu'apportent les subsides, Vestas construit alors des ateliers qui produisent 10 turbines par semaine (500 par an). En 1991, 1000 turbines sont installées au Danemark. Ce sont des turbines de 55 kW. Une turbine a alors une puissance de 1,5 MW, soit 30 fois plus qu'en 1989. Si ces nouvelles éoliennes avaient été installées dès 1991, 30 turbines auraient suffi pour la même production au Danemark. En 1995, Vestas ajoute un dispositif qui fait varier l'angle d'attaque de chaque pale suivant sa position pour mieux profiter des vents plus forts en altitude.

En 2002, Vestas installe 7 GW d'éoliennes pour un chiffre d'affaire de 1,4 G€ soit 0,2 M€/MW. Les subsides payés aux promoteurs sont de 2,7 M€/MW, (une éolienne de 1 MW produit pendant 2190 h/an à 25% de charge, soit 2190 MWh, ce qui rapporte 180 M€/an avec des subsides de 82,5€/MWh ou, sur 15 ans, 2,7 M€). Les subsides sont donc 10 fois plus élevés que le coût de base de la turbine, et cela avant la baisse relative de prix au MW des éoliennes plus grandes.

Le prix d'une éolienne comporte la turbine avec ses pales et son alternateur, la construction de la tour et de ses fondations, l'aménagement du terrain et de ses routes d'accès pour amener des grues géantes, plus hautes que les éoliennes, et les connexions électriques y compris des cabines d'adaptation et un câble de puissance enterré jusqu'à une station capable de transmettre la puissance maximum au réseau national. Ces coûts ne devraient pas doubler le prix du matériel. On pourrait en déduire que les bénéfices exorbitants des promoteurs expliquent leur dynamisme et contribuent à leur dédain pour le saccage des

zones résidentielles ou que la rémunération des opérations des lobbies est particulièrement élevée ou les deux.

Le prix de revient par MW de puissance diminue avec la taille des éoliennes, tandis qu'augmentent les nuisances et l'impact visuel hypnotique. Bien que les coûts de construction par unité de puissance deviennent de plus en plus bas, les constructeurs ont obtenu de plus en plus d'avantages dans plusieurs pays, surtout en Espagne et en Allemagne. Devant ce marché artificiel mais florissant, même des constructeurs de centrales normales sont contraints à se joindre au mouvement pour donner du travail à leurs ouvriers et pour survivre.

Du point de vue de l'investissement par MWh produit, des éoliennes terrestres sont de 4 (utilisées à 33%) à 8 (utilisées à 16%) fois plus chères qu'une centrale nucléaire. De même que les ateliers nationaux français après 1848, ces travaux inutiles ont donné de l'emploi aux Danois et aux Allemands et à un grand nombre d'employés des lobbies privés et publics.

Une analyse plus approfondie de la généralisation des subsides à l'éolien en Europe est étudiée dans la suite.

Nouvelle politique de subsides en 1989

Le mécanisme des subsides à l'éolien est assez astucieux. Des subsides sont accordés mais personne ne semble les payer. Tous les consommateurs futurs d'électricité (pas seulement ceux qui croient acheter de l'électricité verte) vont devoir payer plus cher le MWh consommé. Le subside est donc une augmentation de la dette qui n'apparaît pas dans les comptes. Les investisseurs ont des garanties légales que le réseau devra acheter leur électricité au moins au triple du prix normal. La comptabilité utilise des Certificats verts.

Quelques années après Tchernobyl, les partis antinucléaires danois (les Verts) ont fait voter un subside astucieux pour les éoliennes. L'investissement sera remboursé avec d'énormes bénéfices en contraignant légalement les consommateurs futurs d'électricité à la payer plus cher.

D'où vient ainsi l'argent de l'investissement éolien ? D'une augmentation implicite de la dette du pays sans que ses citoyens s'en rendent compte. Cette méthode a été adoptée et votée (sans être comprise ?) par d'autres pays européens. La nouvelle loi est soutenue par les Antinucléaires (appelés partis Écologistes ou Verts). La suite explique cela avec plus de détails.

Le gouvernement danois, suivi par d'autres pays d'Europe, a obligé les réseaux de distribution électrique à acheter très cher (jusqu'à 90 €/MWh) la production éolienne, soit au moins 3 fois le prix du marché pour de la fourniture continue d'électricité nucléaire (Il est difficile de comparer les prix de l'électricité à la demande et ceux des fournitures intermittentes).

Enterrement du concept d'intermittence

Nous étudions ailleurs comment des affairistes ont utilisé le protocole de Kyoto pour justifier leurs actions. Le protocole ignore le concept d'intermittence mais la fourniture d'électricité suppose qu'elle soit disponible à la demande. Les distributeurs doivent avoir des systèmes de production intégrés permettant de fournir constamment de l'électricité.

Dans le cas des centrales nucléaires qui produisent une puissance constante, on prévoit de l'énergie stockée utilisable à la demande. Des barrages hydrauliques et des stations de

pompage compensent la faible consommation de nuit et fournissent un surplus en période de pointe. Les périodes creuses succèdent aux périodes chargées toutes les 12 heures.

Dans le cas des éoliennes, il faudrait stocker l'énergie entre les périodes de temps calme et de temps venteux (distantes de 15 jours en Europe, ce qui requiert, par rapport au nucléaire, des barrages contenant 30 fois plus d'eau pour le stockage). Comme le prix des stations de pompage dépend surtout du prix des réservoirs en altitude, le coût est prohibitif pour l'éolien. Les installateurs d'éoliennes utilisent donc des centrales à gaz qui peuvent démarrer et s'arrêter rapidement. C'est ce qui convient au lobby gazier mais c'est un message qu'il ne tient pas à faire passer car cela mettrait en évidence que les systèmes éoliens doivent produire pour leur backup de 70 à 85 % de gaz à effet de serre par rapport aux centrales thermiques alors que les centrales nucléaires n'en produisent pas.

L'eau chaude (solaire ou de cogénération) peut être stockée pendant une demi-journée dans des réservoirs qui conservent les calories. Cette énergie ne sert normalement qu'au chauffage à basse température (55°C). Il est peu rentable de la transporter à plus d'une dizaine de kilomètres. La cogénération pour chauffer des habitations est une énergie semi-intermittente qui n'est utilisable qu'en hiver.

La géothermie a de l'avenir car elle n'est pas une énergie intermittente mais le sol profond ne continue à bien réchauffer l'eau injectée que dans les régions volcaniques (comme en Islande).

Pour ajouter l'eau chaude au bilan de l'électricité, on peut le faire de différentes manières en jouant (en trichant) sur les TEP calorique et électrique. L'eau chaude ne peut être convertie en énergie électrique que par des installations compliquées (et peu rentables) qui fonctionnent comme des réfrigérateurs dont on a inversé le flux. Le solaire photovoltaïque est intermittent.

Coût de l'énergie intermittente, constante, adaptable

Même si le réseau électrique est géré par l'État, ses coûts doivent être minimisés pour que les consommateurs payent leur électricité au prix le plus bas. Le prix de vente de l'électricité peut dépendre de l'heure quand on installe des compteurs intelligents comme en France et en Belgique pour encourager la consommation de nuit.

Comme le réseau est financièrement responsable en cas de panne générale d'électricité, il donne donc des tarifs préférentiels aux industries qui acceptent qu'on coupe leur électricité sans préavis en cas de besoin mais il doit avoir aussi constamment des réserves prêtes à servir.

L'électricité ne s'achète pas comme des denrées au magasin. Le prix du kWh peut varier fortement d'une heure à l'autre suivant les prévisions de fourniture et de consommation.

Comme le réseau doit assurer la livraison à la demande, il achète moins cher l'électricité fournie aux heures creuses. Il devrait pouvoir refuser de l'électricité fournie quand le réseau est saturé aux heures creuses où l'accepter à un prix négatif comme dans certains cas aux États-Unis. Pour gérer la sécurité d'approvisionnement, le distributeur doit passer des contrats de longue durée avec ceux qui assurent une livraison garantie à tout moment.

En France et en Belgique, les contraintes techniques ont été gérées en réunissant sous une seule autorité le réseau et les productions primaires. La technologie rend préférable d'avoir

une seule gestion centralisée mais, en Belgique, une solution plus juste, plus chère pour les clients et plus exploitable par le business de l'énergie a été choisie pour des raisons politiques, encouragées par l'Europe. Des règlements sont censés rendre le partage des coûts et des investissements équitable entre les producteurs privés, le réseau national et les sociétés locales publiques qui distribuent le courant aux particuliers et petits clients.

La production d'énergie à la demande doit avoir des réserves stockées dans des barrages hydrauliques, des stations de pompage ou des centrales d'appoint au gaz pour les utiliser en cas d'absence de vent ou de panne ou d'entretien des grosses unités primaires de production. Comme il se pourrait que ces centrales de backup maintenues prêtes à l'emploi pendant les heures de faible consommation ne soient jamais utilisées, le distributeur responsable d'une alimentation à la demande doit dans ce cas financer l'investissement et l'entretien des backups bien qu'il n'achète presque aucun kWh, ce qui est difficile à inclure dans les règlements officiels.

Le réseau électrique d'un pays doit fournir toute l'électricité demandée, sinon le réseau s'effondre. Les incidents récents (4 novembre 2006, dans la région des éoliennes de l'Europe du Nord) ont montré qu'une panne générale de courant ne peut pas être réparée rapidement. La panne était due à un concours de circonstances où le fait que les générateurs éoliens avaient le droit de se raccrocher automatiquement a eu un rôle important en perturbant le réseau [32].

Quand les stations de pompage et les barrages sont gérés par le réseau au lieu de l'être par des fournisseurs d'électricité nucléaire, la répartition des coûts d'achat de l'électricité est comptabilisée par des fonctionnaires appliquant des règlements politiques qui favorisent l'éolien, entre autres par l'obligation d'achat. Ces règlements découplent un fournisseur de son backup, ce qui augmente le risque de panne générale et rend plus compliqué de vérifier qu'un fournisseur intermittent paye pour le backup que le réseau doit assurer à cause de lui.

La Commission Énergie 2030 explique pourquoi il faut faire des extensions au réseau pour qu'il supporte les brusques changements des éoliennes au comportement imprévisible [101] et signale que ces transformations nécessaires du réseau ont un prix élevé.

Transferts de compétence au réseau de distribution

Le désir des juristes de la Commission européenne de scinder les réseaux et la production pour faire jouer la concurrence entre en contradiction avec les contraintes techniques des industries nucléaires et éoliennes. Ont-ils réussi à faire des règlements qui soient équitables ? L'électricité a-t-elle diminué de prix ? Il ne semble pas qu'il y ait de débats sérieux sur ce sujet sensible qui concerne 2% du produit intérieur brut et des intérêts en rapport.

L'électricité à la demande peut s'acheter au prix de 30 €/MWh pour le nucléaire ou s'importer pour un prix voisin depuis la France. Le prix d'achat de l'électricité intermittente dépend de l'heure et des risques d'une fourniture trop abondante ou trop faible.

La contrainte de l'obligation d'achat de l'éolien va à l'opposé d'une évolution vers un marché libre et une vraie concurrence, laquelle est souhaitée dans d'autres documents des mêmes sources.

Le lobby antinucléaire, qui contraint d'acheter au prix du gaz ce qui pourrait être fourni au prix du nucléaire, ferait perdre près de 9 €/MWh [= 38 - 29], soit, pour une consommation annuelle de 82 TWh, la somme de [9 * 82 =] 738 MG€/an, presque 0,3 % du PNB belge (232 G€/an) [107]. C'est la différence de coût entre le tout nucléaire et le tout gaz. Le combustible fossile ainsi brûlé rapproche la date de son épuisement et accroît d'autant l'effet de serre et le réchauffement climatique. La perte est encore plus élevée en tenant compte de l'éolien.

Les affairistes de l'éolien ne profitent financièrement que des miettes de l'argent dilapidé par ces ruineuses décisions politiques, mais c'est encore considérable. Le piège éolien n'a été ourdi que dans le but de maximiser la vente de gaz, un but qui n'aura d'ailleurs plus cours dès que les gaziers russes ne pourront plus vendre autant de gaz que ce que demandent les Chinois et les Européens.

Comment des pays européens peuvent-ils se faire manipuler ainsi et payer leur électricité plus de deux fois plus cher que chez un voisin ? La suite de l'exposé développe l'étude des méthodes de propagande en les illustrant par des exemples d'affirmations orchestrées par des lobbies antinucléaires et éoliens.

La propagande est devenue de plus en plus efficace, d'abord en venant de lobbies internationaux, comme l'avait été la propagande soviétique qui avait des militants dans tous les pays.

Le nouveau type de pouvoir des lobbies

La possibilité de modifier la façon de penser de la population avait été utilisée pour préparer les citoyens à la guerre ou pour leur faire adopter des positions politiques. Entre le ministère de l'information servi par des fonctionnaires qui doivent être ou paraître intègres pour diffuser la propagande nationale et les petites agences de publicité, une nouvelle catégorie s'est développée, les lobbies (qui ne manipulaient initialement que les politiciens). Ces lobbies ont pris une importance démesurée quand ils ont eu des moyens pour changer la politique énergétique d'un pays. Avant que personne ne se rende compte de la transformation, la démocratie directe a changé, les lobbies agissant sur les médias pour changer l'opinion des électeurs, ce qui modifie l'opinion des politiciens.

En 1970, les gens ne se méfiaient pas des arguments émotionnels de la propagande qui devenaient plus importants que les arguments économiques. Comme les médias doivent être rentables, ils sont tentés par des campagnes de presse payantes. On a découvert que des journaux avaient été financés avant la guerre de 1914 et avant le financement du canal de Panama pour promouvoir ces projets. Il n'y a pas de raisons de penser que ces pratiques ont disparu. Les médias ont aussi découvert qu'ils avaient plus d'audience en soutenant les thèmes porteurs du pacifisme, de l'environnement et de la contestation.

Alors que les citoyens imposaient leurs vues dans une démocratie, ce sont maintenant les lobbies qui financent les médias pour diffuser des arguments émotionnels, ce qui change les opinions courantes. Les politiciens s'adaptent ensuite aux idées d'une foule manipulée, permettant aux lobbies d'arriver à leurs fins. Le système démocratique s'est ainsi détraqué.

Les lobbies étaient originellement des organismes officiels chargé d'influencer les politiciens qui passaient des lois pouvant favoriser ou défavoriser les affaires des mandants d'un lobby. Les comptes des lobbies ne sont vérifiés que par leurs mandants

et pourraient fausser le mécanisme démocratique. Depuis 1970, les lobbies des partis politiques et les lobbies d'affaires travaillent comme le ministère de l'information pour diffuser leur propagande. Toutes les entreprises doivent maintenant agir sur l'opinion publique puisque celle-ci influence les politiciens au lieu d'être influencée par eux. Les médias sont devenus des intermédiaires majeurs.

Efficacité des grands lobbies internationaux

Quand il s'agit de propagande ou de fabrication d'une opinion, les chercheurs se réfèrent souvent à l'histoire encore mal connue de l'expérience communiste. Cette exemple, où l'on a forgé et détourné un idéal communautaire, sera constamment invoqué ici, où il ne s'agit que de l'entreprise capitaliste de ventes d'éoliennes et de la promotion commerciale du gaz. Ces buts intéressés ont été camouflés sous un vernis idéaliste. Comment faire croire que l'éolien allait sauver la planète ? Bien que la campagne d'intoxication n'ait pas l'envergure du communisme, on a, en réduction, des manœuvres comparables.

La propagande communiste était orchestrée centralement pour tous les pays. Chaque pays donnait sa version d'une nouvelle concoctée par Moscou, ce qui montrait que le Communisme était actif partout avec des objectifs communs, une unanimité qui renforçait les désinformations quand des publications étrangères étaient citées comme des sources indépendantes. Cela protégeait aussi les journaux des procès pour informations mensongères.

L'art de la propagande, qui était réalisé par des fonctionnaires doués, est devenu une activité privée rémunérée. Comme les propagandes nationales, un lobby est aussi d'autant plus efficace qu'il a plus d'agences dans plus de pays.

Des lobbies éoliens ont des représentants bien financés dans tous les pays d'Europe et même au niveau européen [45]. Ces lobbies cultivent l'ambiguïté en présentant leurs projets comme approuvés par la Commission européenne.

On ne sait pas si les premiers lobbies éoliens étaient financés par les gaziers. Maintenant que le mouvement est lancé, cette source de revenu, si elle a existé, serait minime par rapport au financement officiel par les promoteurs de la construction de parcs d'éoliennes qui ont monté des sociétés cotées en bourse en Europe mais qui doivent cotiser pour leurs lobbies. Des lobbies survivent ainsi sur leurs idées aberrantes mais auto-entretenu.

Alors que la contestation naît partout où des éoliennes sont projetées, cette réalité locale n'est pas diffusée tandis que les proclamations et les rumeurs du lobby des éoliennes sont richement diffusées. Quand on voit une personne, filmée devant un champ d'éolienne, dire avec conviction que les turbines améliorent le paysage, quelqu'un a choisi de diffuser ce clip plutôt que de montrer quelqu'un qui se plaint de voir un site saccagé par des turbines qui captent l'attention et la détournent du paysage naturel et de son rôle relaxant.

Grâce à des messages de ce genre, dont la valeur de persuasion dépend de la répétition et non du fond, des spectateurs se forment une opinion et un politicien peut alors affirmer sans se couvrir de ridicule que les éoliennes sont un progrès. Les turbines sont comparées aux monuments fameux que sont la tour Eiffel ou le viaduc de Millau sans remarquer la différence fondamentale entre un objet immobile et unique et des structures animées d'une rotation hypnotique et qui deviennent de plus en plus nombreuses, banales et envahissantes.

Un lobby du vent se permet même de mettre les pays européens en compétition pour leurs réalisations éoliennes (c'est à dire qu'ils les comparent pour leur degré de stupidité économique). Le lobby éolien s'est fait remarquer par sa redoutable efficacité pour égarer les décideurs qui n'osent plus aller à l'encontre d'une pensée dominante ainsi créée artificiellement.

Le paradoxe de l'éolien

L'éolien qui paraît gratuit est en fait le moyen le plus cher de produire de l'électricité à la demande.

Bien que le bon sens fasse penser qu'une éolienne produise de l'électricité gratuite et sans pollution, ce simple bon sens rappelle aussi que, quand le vent cesse de souffler, il faut qu'un autre système de backup continue à produire de l'électricité. Pour des raisons techniques expliquées sur ce site, le seul moyen pratique actuel est d'avoir des centrales à gaz prêtes à entrer en action. Les producteurs d'électricité doivent donc investir pour construire des centrales à gaz et les maintenir prêtes à produire même si elles ne servent pas.

Comme les éoliennes ne fonctionnent en Ardennes que pendant 20% du temps, il faut payer l'électricité pendant 80% du temps au prix de revient des centrales à gaz (38 €/MWh). Ce prix des centrales à gaz est plus élevé que celui du charbon (27 €) et que celui de l'électricité nucléaire (29 €).

Les considérations ci-dessus sont encore valables si les éoliennes sont installées gratuitement. La comparaison est pire si l'on tient compte du prix d'investissement des éoliennes qui est bien plus élevé que celui des centrales nucléaires pour une production équivalente.

Bien sûr, les lobbies éoliens ne veulent pas admettre que les centrales de backup interviennent dans le coût de l'éolien car cela les arrange, cependant on ne peut pas utiliser de l'éolien sans backup.

Le style d'argumentation sur le Net est le suivant. On cherche de quel parti est l'opposant. S'il est du parti adverse, il a tort. S'il est du même parti, il a raison. Les antinucléaires utilisent ce style pour discuter de l'énergie. Par exemple, une critique du rapport de la *Commission Energie 2030* [101] par un lobby appelé *Greenpeace Europe* [102] débute en traçant un « portrait » des signataires du rapport. Si ce signataire comprend ce qu'est le nucléaire (c'est le cas de ceux qui ont travaillé dans ce domaine) ou s'il sait de quoi il parle, il est donc de parti-pris pour cette technologie et son opinion n'a pas de valeur. Si quelqu'un est compétent, il n'a pas le droit à la parole. Où classer ceux qui comprennent le renouvelable mais refusent les technologies qui n'ont pas les puissances requises et sont hors de prix.

Comment prendre des décisions sur l'énergie avec des environnementalistes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas comprendre les contraintes de la production d'électricité ?

Les appels d'offre supprimés

Comme la politique moderne tient de moins en moins compte des critères économiques, les politiciens européens n'optimisent plus leurs investissements publics et court-circuitent les procédures légales d'appel d'offres pour les marchés publics.

Si on attendait que des appels d'offres soient rendus obligatoires, on aurait des éoliennes au quart du prix mais cela ne

suffirait pas à les rendre rentables puisque, même installées gratuitement, leur utilisation ne l'est pas à cause du prix du gaz utilisé par le backup. Cela restera vrai tant qu'un système de stockage réaliste n'est pas inventé.

De l'idéalisme au business de l'environnement

Des opportunistes se sont fait un chemin entre les proclamations des environmentalistes et la réalité. Les premiers environmentalistes qui se sont fait du souci pour la planète seraient effrayés de constater que leur œuvre est devenue une plateforme électorale.

L'immense majorité des militants sont des gens honnêtes, mûs par leurs enthousiasmes et par leur désir de bien faire et de servir l'humanité par des idéaux exaltants. Grâce à des militants motivés, les Soviétiques furent efficaces malgré leurs budgets réduits. Les paiements aux journaux et aux médias étaient des dépenses secrètes.

Les militants communistes se sont reconvertis quand il n'a plus été possible de cacher le gâchis économique dans l'empire soviétique et la réalité de la vie courante sous le régime de Staline et de ses successeurs. Des militants communistes, avides d'idéalisme, se sont alors tournés vers l'environnement. Les mouvements pacifistes et environnementaux se sont multipliés depuis 1960 et 1980.

Les premiers Environmentalistes (Klages 1913) [59, 71] étaient contre les industriels qui détruisaient la nature par la technologie. La contestation était proche de celle des anarchistes, bien que non violente. Les Environmentalistes scientifiques, conscients de l'effet de serre, étaient pour le nucléaire (Lovelock, 1972 [35]).

La prise occulte du contrôle de certains mouvements pacifistes par des gens formés aux méthodes de la propagande soviétique est spéculative car les opérations financières sont gardées secrètes et les militants de base n'en ont même pas le soupçon, croyant que l'argent vient de donateurs ayant les mêmes idéaux. Des manœuvres similaires sont plausibles pour des mouvements écologiques repris par des lobbies gaziers.

On a dévoilé que des lobbies polonais pour l'exploitation du lignite ont soutenu les mouvements antinucléaires pour attaquer leur concurrent mais cela camouflait probablement un financement bien plus efficace par la propagande soviétique qui contrôlait alors la Pologne.

Majorités politiques et pouvoir des petits partis

Quand un lobby a un grand budget au départ et une organisation diversifiée, il profite d'effets amplificateurs. Dès que les antinucléaires (écologistes) ont eu quelques parlementaires, le lobby a regroupé les pays européens pour des actions communes.

Des partis traditionnels, quand il leur manque quelques voix pour avoir une majorité, s'allient aux petits partis qui leur demandent en échange de supporter leurs propres projets, par exemple, pour les Verts, de voter des subsides pour les éoliennes. Il est surprenant que les desideratas prioritaires des Verts aient été les demandes des gaziers : sortie du nucléaire et subsides à l'éolien.

Quand les demandes sont indifférentes aux objectifs des grands partis, des petits partis parviennent ainsi à faire progresser les idées de leurs mandants. Le parcours du ministre français

Cochet est un exemple de ce parcours : passant de militant communiste à écologiste, il devient ministre quand les Verts sont appelés à renforcer la majorité socialiste et fait voter des subsides aux éoliennes.

Un groupe d'élus peut profiter du passage au gouvernement d'un de ses membres pour accorder des subsides à tout organisme agissant dans le sens du lobby. Les promoteurs éoliens profitent de deux façons modernes d'utiliser l'argent de l'État : les subsides aux associations [103] et les subsides aux investissements nouveaux (éoliens). Les parlementaires s'ingénient à créer des organisations gouvernementales permanentes pour servir leur cause. Par exemple, l'Ademe, organisme officiel de l'État français, a recruté ses fonctionnaires en ne laissant entrer personne qui ne soit un antinucléaire (Allègre 2007 [34]) et en se distinguant par une politique copiée sur celle des lobbies antinucléaires et éoliens. En Belgique, un organisme remplit un rôle similaire, l'Apere.

La description de la propagande moderne va permettre d'étudier l'activité des lobbies en l'illustrant dans le domaine de l'éolien industriel.

Pour faire croire que la population accepte l'éolien, une technique est de faire des sondages.

Les enquêtes d'opinion manipulées

Les sondages sont une mesure de l'efficacité d'un lobby car ils montrent le nombre de gens convaincus par la diffusion de leur propagande. Les lobbies emploient comme argument leurs propres sondages. On peut obtenir le résultat que l'on veut en posant la question d'une façon qui incite à donner la réponse voulue. Après avoir posé la question: « Êtes vous pour lutter contre le réchauffement climatique par le renouvelable ? », des gens extrapolent d'une réponse affirmative que le sondé est pour l'éolien puisque cela fait partie du renouvelable.

On peut manipuler les études d'opinion sur les éoliennes pour faire dire ce que l'on veut aux personnes interrogées. Une question piège est : « Préférez-vous que l'énergie soit fournie par le vent plutôt que par des centrales nucléaires ? ». La question réaliste aurait dû être : « Préférez-vous avoir en Belgique 1500 éoliennes de 2 MW dans 300 parcs et 6 centrales à gaz de 500 MW ou une seule centrale nucléaire avec 3 réacteurs dans une zone sans habitations à moins de 5 km ? ». Pour mieux informer, il faudrait mentionner : « Vos factures d'électricité seront 2 à 3 fois plus réduites avec du nucléaire » ; « Les centrales devront être converties au charbon quand le gaz deviendra trop cher » et « Si le réchauffement climatique s'emballe, on sera obligé de passer d'urgence au nucléaire ».

Les sondés répondent spontanément, influencés par l'engouement pour les éoliennes provenant de la grande campagne médiatique menée brillamment par les lobbies éoliens. Les sondages servent à mesurer l'efficacité des campagnes de promotion et le lobby éolien peut s'enorgueillir de résultats remarquables.

On sait depuis 1900 que les glaciers reculent mais cela n'est apparu dans les médias que depuis 1990 lorsque l'on a suggéré de lutter contre le réchauffement climatique en réduisant la consommation des combustibles fossiles. Les lobbies ont dévié ce message désintéressé vers les énergies renouvelables. Ils ont orchestré des campagnes médiatiques pour faire croire que les éoliennes, qu'ils présentent comme des prototypes de l'énergie

propre et renouvelable, ne produisent pas d'effet de serre tout en camouflant que cela produit presque autant de gaz à effet de serre (84% en Allemagne) que les centrales thermiques tandis que le nucléaire, dont ils n'évoquent plus la possibilité, ne produit aucun effet de serre.

Les lobbies, en se présentant comme composés d'idéalistes qui se préoccupent de l'environnement, ajoutent la conviction fautive que l'éolien est bon pour l'environnement et que ceux qui réfléchissent et contestent cette opinion simpliste font preuve d'une attitude politiquement incorrecte et inconvenante. L'histoire est pleine d'escrocs qui ont profité de bons sentiments pour faire adopter leurs buts intéressés.

En cherchant sur Internet, on peut trouver des opinions contradictoires sur tout sujet, sans qu'on puisse savoir si ces opinions sont spontanées ou manipulées, parfois à l'insu de la personne ou du groupe. Un lobby peut alors s'arranger pour ne faire diffuser que les opinions de tiers qui vont dans le sens désiré. Cela réussit normalement car peu de gens sont formés à réfléchir à ce qui est raisonnable et la plupart sont plutôt influencés par l'opinion dominante. Un propagandiste trouve ainsi des justifications pour soutenir ses vues, justifications d'autant plus fortes qu'il a plus de moyens pour influencer les médias.

Les mouvements environnementalistes prennent de l'importance après 1987 et vont relayer la propagande des gaziers.

Mouvements environnementaux et pollution

Commentaires sur les émissions de CO₂ et sur les mouvements environnementaux.

Après la chute du communisme (1989-1991), les militants de la paix, ayant perdu la cause pour laquelle ils combattaient, ont rejoint les écologistes. Les militants contre le nucléaire militaire ont aussi perdu leur sponsor et se sont joints à eux. Ils ont recherché une cause à défendre tout en continuant à attaquer leurs cibles favorites, l'industrie et le capitalisme. À ce moment, le réchauffement climatique est devenu un sujet d'actualité. Des scientifiques ont découvert le rôle des émissions de CO₂.

Le CO₂, gaz produit par les autos et les industries, sert d'emblème à ce qui est mauvais dans l'industrialisation. Bien qu'il soit invisible, on l'associe aux fumées des usines et des camions. Les fumées des centrales nucléaires ne sont que de la vapeur d'eau, tandis que la fumée des centrales à charbon contient beaucoup de poussières, bien que des filtres aient diminué considérablement cette pollution vers 1980. La pollution par les oxydes d'azote et les dioxines vient des combustibles fossiles.

Puisque le CO₂ et donc l'industrialisation occidentale est la cause du réchauffement climatique par son effet de serre, les militants ont une raison d'accuser les capitalistes pollueurs d'avoir provoqué le réchauffement et saccagé la planète. Le Tiers monde a alors une raison d'accuser les Occidentaux du réchauffement et de demander une indemnisation.

L'option antinucléaire

Des contestataires, qui croient que le mode de vie d'avant la révolution industrielle était un âge d'or, ont amplifié la contestation contre l'industrie et donc contre le nucléaire. Les engagements pour l'environnement ont une valeur presque

religieuse. Des politiciens se sont joints aux contestataires qui avancent des idéaux exaltants capables de séduire les électeurs.

Cette ambiance ne sert pas à étudier sereinement les problèmes de l'environnement, de l'évolution du climat, de la raréfaction des combustibles fossiles et des solutions à ces problèmes. Il est difficile dans ce contexte passionnel de chercher ce qu'on peut améliorer dans les règlements environnementaux.

La manipulation des Verts

Les partis verts prétendent s'occuper de la réduction de l'effet de serre mais ils devraient se rendre compte que leur prise de position antinucléaire empêche de le diminuer.

Dans le *Manifeste de Darmstadt*, des scientifiques allemands ont conclu que les éoliennes ne produisent que des quantités minimales d'électricité tout en réduisant l'effet de serre de façon insignifiante. Les 7000 éoliennes allemandes produisent moins de 1% de la demande d'électricité. Leur contribution à la réduction du CO₂ est entre 1 % et 2 millièmes. L'étude montre qu'un plan astucieux de marketing a précédé l'étude financière de l'éolien industriel. La campagne médiatique a commencé par désinformer, prétendant apporter des bénéfices environnementaux et économiques. L'étude allemande conclut que l'éolien n'est pas une énergie renouvelable (cité et référé dans [43]).

Comme le parti communiste qui avait besoin de militants pour agir en dehors de l'URSS, les lobbies éoliens ont besoin de militants pour mener des actions médiatiques et autres. Ils les ont séduits en prétendant défendre des causes environnementalistes.

La formation des conseillers en communication

Les Soviétiques avaient formés des militants convaincus dans les pays occidentaux. Ces militants furent un rouage important pour propager le communisme. Les bénévoles sont des militants mieux convaincus que ceux qui sont rémunérés mais comment les mobiliser pour l'entreprise commerciale de l'éolien industriel ? En 1989 un nouvel idéal, presque aussi fort que celui d'une religion ou d'un mouvement social, devient la lutte pour préserver l'environnement. Des lobbies ont inculqué ce qu'il fallait penser sur l'environnement, en y ajoutant les vertus des éoliennes, un moyen non polluant pour lutter contre le réchauffement climatique. Le financement d'un lobby est souvent occulte, c'est à dire, ne laisse aucune trace.

Les Communistes ont mis au point des méthodes pour enseigner à des propagandistes comment former des militants convaincus et motivés. En expliquant les méthodes de la propagande, des écoles similaires mais officielles ont formé des spécialistes en communication. Ces écoles ont étudié et adapté les méthodes développées pendant les grandes guerres. Les étudiants sortis de ces écoles sont recrutés maintenant par les partis politiques, par les grandes firmes, par les lobbies et par les publicistes.

Les lobbies actuels, dont le lobby éolien est un bon exemple, font un usage avancé des nouvelles techniques pour convaincre. Ils agissent pour le compte d'une industrie tout en se proclamant indépendants. Comme les publicistes, leur rôle est d'informer mais cela consiste souvent à diffuser des concepts occultant les défauts et à restreindre l'information aux avantages supposés. L'objectif évolue parfois vers une désinformation véridable.

La formation des militants

Contrairement aux publicistes qui font ce qu'on leur demande tant qu'ils restent dans le cadre légal, les militants agissent par conviction et doivent être manipulés pour faire d'initiative ce qu'ils doivent faire.

Pour recruter des militants, il est préférable d'enthousiasmer des bénévoles qui agissent sans trop s'apercevoir que l'organisation fait tout pour faciliter leur tâche, leur confier des travaux rémunérés, diriger leurs actions, payer les dépenses et les récompenser en leur donnant les emplois nouvellement créés dans les départements de l'environnement. Les militants communistes ne se sont aperçus qu'ils étaient manipulés que quand le bloc soviétique s'est effondré.

Les méthodes pour manipuler les militants fonctionnent aussi pour endoctriner des politiciens. Probablement que ceux-ci ne se laissent pas aussi facilement manipuler mais ils savent que leurs interventions publiques seront contredites si leurs idées diffèrent de celles que des militants convaincus propagent avec conviction et honnêteté, idées que les lobbies ont décrétées correctes et ont diffusées comme un catéchisme.

Les mythes dénoncés par des lobbies

Pour propager des conceptions du monde, il ne faut pas être logique car il n'y a souvent pas de justifications logiques. Il faut affirmer, prononcer de beaux slogans, camoufler les mauvaises raisons sous un vocabulaire idéaliste et donner des arguments percutants même si aucun scientifique ne les accepterait car les militants ont d'autres façons de raisonner, lesquelles semblent plus efficaces au cours des réunions politiques.

Les lobbies ont retrouvé une ancienne méthode de propagande pour nier les arguments qui leur déplaisent. Ils disent qu'il s'agit de mythes (remplaçant les mythes capitalistes). C'est ainsi que les faits suivants sont devenus des idées fausses colportées par leurs ennemis.

- Les éoliennes déprécient la valeur de l'immobilier dans leur voisinage.
- L'éolien chasse les vacanciers et supprime l'attrait résidentiel.
- Les éoliennes font un bruit énervant.

On apprend aux militants à répondre aux objections sur le paysage par des phrases types, par exemple, en disant : « *Les éoliennes structurent le paysage.* » On peut tout aussi bien dire « *Les éoliennes déstructurent le paysage.* » ce qui est la preuve que la phrase ne veut rien dire. Les promoteurs s'étonnent que les riverains soient furieux quand on leur débite de pareilles âneries.

Pour convaincre leurs militants, le lobby ne cherche pas des arguments scientifiques, économiques ou réalistes. Il se contente d'affirmer avec aplomb, en assénant des phrases chocs qui passent bien dans des réunions ou des interviews, en donnant des réponses à des questions un peu déformés (par exemple : « *Les éoliennes sont bruyantes ; elles font plus de 100 décibels et cassent les oreilles* » [45], ce qui permet de nier ce fait sans mentir alors que le militant croit que l'on dénie que : « *Les éoliennes font un bruit gênant* ».

Par exemple, la fédération planète éolienne [96] affirme que c'est une idée fausse que les éoliennes défigurent le paysage (en France). Ils affirment que cela n'arrive pas car les projets s'appuient sur l'avis d'un commissaire-enquêteur et (parfois) de l'avis de la Commission des Sites, Perspectives et Paysages.

Leur brochure signale que : « *Aujourd'hui, des paysagistes interviennent pour l'intégration des parcs éoliens dans le paysage* ». Comme si ces entités pouvaient faire disparaître les turbines et annihiler le fait qu'elles captent l'attention, y compris celle des automobilistes qui passent près d'un parc au risque de provoquer un accident. Comment les fonctionnaires de ces services pourraient-ils interdire l'installation d'un parc éolien contre l'avis de promoteurs et de leurs politiciens ? Un exemple de la compétence des paysagistes est le choix de sites éoliens en Belgique.

Pour démontrer que les touristes aiment les éoliennes, les lobbies en sont réduits à organiser des manifestations sportives, comme des courses cyclistes ou des randonnées pour marcheurs ou vététistes passant sous les éoliennes. Ils organisent des circuits en autocars et invitent les enfants des écoles (comptés comme touristes) à un voyage aux éoliennes, promenade où on leur bourre le crâne de vent.

Après qu'un lobby ait affirmé que les arguments des opposants sont des idées fausses, ces messages [57] sont amplifiés par les médias. Une liste de réponses aux idées fausses de l'éolien est alors diffusée dans tous les pays par des organisations liées aux lobbies.

Les lobbies évitent soigneusement les sujets qui leurs seraient défavorables, par exemple l'impact d'une électricité plus chère sur les délocalisations et le chômage ou la nécessité des systèmes de production d'électricité à la demande ou le calcul de leur coûts ou l'explication du piège éolien.

Les façons de raisonner des lobbies se retrouvent par exemple dans une brochure [54] dont la présentation fait croire qu'elle provient de la Région Wallonne alors qu'elle provient d'un lobby.

Un exemple de proclamations pour les militants est l'affirmation que c'est une erreur de croire que l'éolien réduit le prix de l'immobilier. L'absence d'argument sérieux est passée en revue ici.

Prix de l'immobilier et proximité d'éoliennes

Les lobbies ont trouvé des études montrant que les éoliennes ne font pas baisser le prix de l'immobilier. Les études faites en Amérique et en Angleterre ont été publiées sur le Net, ce qui fait qu'on peut les retrouver et constater que les auteurs de ces études ne disaient pas du tout qu'ils avaient montré cet effet.

Voici quelques remarques sur le mythe que la valeur de l'immobilier ne dépend pas des éoliennes (exemples pris dans les documents [53, 54, 55, 57]). La brochure [54] distingue la valeur objective et la valeur subjective, laquelle est la situation plus ou moins agréable de l'habitation. La brochure conclut que la valeur subjective du terrain augmente puisque les enquêtes d'opinion ont montré que gens sont contents d'être à un endroit où il y a des éoliennes et que donc la valeur de l'immobilier augmente. Il en est de même pour le nombre de touristes. Le nombre de touristes, sans compter les voyages organisés par les lobbies éoliens, augmente, disons de 3%/an (35% sur 10 ans) là où il y a des éoliennes, alors que le nombre de touristes n'augmente que de 10%/an dans le reste des endroits touristiques (260% sur 10 ans).

Un propriétaire qui avait vendu sa maison sans mentionner l'existence d'un projet d'éoliennes à proximité a été condamné aux États-Unis et le serait probablement aussi en Belgique pour

n'avoir pas mentionné ce genre de vice caché. La région wallonne ne publie pas où des parcs d'éoliennes vont être construits [54] car, d'après un lobby, cela renforcerait le risque de spéculation foncière. Ils supposent sans doute que les spéculateurs vont se précipiter pour acheter des maisons et des terrains à proximité.

Des étudiants ont reçu des subventions pour faire leur thèse sur des parcs d'éoliennes et leur effet sur la valeur de l'immobilier. Les thèses développées aux États-Unis et en Angleterre ont été publiées sur le Web.

La thèse [50] sur les éoliennes du Madison County (USA) concerne la vente sur 10 ans de 280 maisons (en moyenne : 42 ans d'âge, valeur 100.000 \$ incluant un terrain de 3,2 hectares). La région est agricole et, comme il n'y a pas de grandes villes à moins de 3 heures de route, elle ne semble pas résidentielle et l'endroit n'attire pas les touristes. La densité de population, non indiquée, semble extrêmement faible en comparaison de la campagne belge. La décision de construire a été prise en 2001 et le parc fonctionnait en 2005. Le papier ne dit pas quand l'étude du parc a commencé et à quel moment les habitants ont été au courant mais il est probable que les habitants le savaient depuis 1996.

L'organisme régional des taxes foncières a fourni la liste des ventes de maisons de 1996 à 2006. 280 transactions ont été retenues. Aucune n'était à moins de 1,2 km de la plus proche éolienne. 36 maisons étaient à moins de 3,2 km. De ces 280 maisons, seulement 43 avaient la vue sur au moins une éolienne du parc de 20 turbines de 1,5 MW (hauteur 72 m, longueur des pales 36 m). Les transactions à plus de 8 km n'ont pas été prises en compte. La moyenne de la distance aux éoliennes pour l'échantillon retenu est de 7 km. L'étude compare les prix avant et après 2001 et cherche s'il y a une liaison entre le prix de vente après 2001 et la distance aux éoliennes. L'inflation sur les maisons dans Madison County a été de 10%, c'est-à-dire que les maisons y ont augmenté de 260% sur 10 ans [51], ce qu'il ne faut pas interpréter comme une augmentation de valeur après l'installation d'éoliennes. Comme on peut s'y attendre au vu de telles données, l'étude ne trouve aucune corrélation significative. Les auteurs de la thèse, scientifiques malgré leur jeune âge, signalent qu'il faudrait plus d'études pour établir le résultat apparent que la valeur des maisons ne dépend pas du voisinage d'éoliennes. L'étude est cependant prise comme preuve du mythe.

Une autre étude [52] a été faite à l'Oxford Brookes University (Ne pas confondre avec l'Université d'Oxford. L'Oxford Brookes University prépare à entrer dans les métiers des médias et des lobbies et dans les métiers de l'écologie). L'étude (*What is the impact of wind farms on house prices ?* March 2007) porte sur 11 éoliennes de 450 kW à St Bereock et 18 éoliennes de 600 kW à St Eval. 1026 transactions ont eu lieu de 2000 à 2007 mais les grandes propriétés, celles ayant la vue sur la mer et celles qui étaient à trop bas prix ont été éliminées, ce qui laissait 919 transactions. La plupart des maisons faisaient parties de rangées de maisons mitoyennes. L'étude a montré une perte de valeur de 54 % pour les maisons à moins de 1,6 km et une perte de valeur de 35 % pour le groupe situé à une distance de 6 km. Ces résultats curieux pourraient être dûs à des conditions locales spéciales. Le reste de résultats ne permet pas de conclure à une quelconque corrélation significative. Les auteurs écrivent que « *L'étude peut sembler ne pas pouvoir conclure qu'il y ait une relation linéaire entre la valeur des maisons et la distance. Mais elle suggère que d'autres variables liées à la présence d'un parc d'éoliennes, non incluses dans*

l'étude, pourraient être les principaux facteurs du prix des maisons à ces endroits ».

Ces études, malgré leurs résultats plus qu'ambigus, sont citées à l'appui du fait que le prix de l'immobilier ne dépend pas des éoliennes [57]. Un commentateur [53] qui cite ce genre d'études conclut : « *Bien que la recherche soit limitée, les éoliennes semblent avoir un impact minimum ou au plus transitoire sur l'immobilier* ». Si sérieux, s'abstenir.

L'évolution d'un mouvement : Greenpeace

Greenpeace a eu des problèmes pour financer son organisation et n'a pas pu garder son indépendance. Greenpeace a éclaté en organisations locales qui profitent de la notoriété passée pour servir les causes de lobbies peu recommandables.

La transformation de certains mouvements environnementaux en lobbies antinucléaires s'est développée à la fin des années 1980.

L'évolution de l'organisation Greenpeace illustre la difficulté des contestataires à garder leur indépendance alors qu'ils ont besoin, comme tout le monde, de fonds pour fonctionner et payer des employés permanents

Greenpeace a conquis une audience mondiale en dénonçant des atteintes flagrantes à l'environnement. La méthode était principalement de faire naviguer des vieux navires de mer et de perturber la pêche à la baleine (1979) ou la pêche avec d'énormes filets dérivant.

Greenpeace a alors eu une réputation justifiée de redresseur de torts. Aidé par des bénévoles et emporté par ses premiers succès, Greenpeace a engagé jusqu'à 600 employés rémunérés mais a eu des problèmes financiers car les cotisations des sympathisants restaient fort réduites.

Suite à une réorganisation (1979), la plupart des dirigeants ont été poussés à quitter l'organisation et les 2/3 des employés ont été remerciés.

Par rapport à l'ancien groupe international assez américain et canadien, des nouvelles organisations nationales et autonomes ont conservé le nom Greenpeace. Elles ont pris alors un rôle prépondérant.

Un des fondateurs, Gordon Moore, a alors quitté l'organisation qui ne lui semblait plus indépendante. Greenpeace était pacifiste et contre l'arme nucléaire mais pas contre le nucléaire civil avant ces événements. On peut constater sur Internet que Gordon Moore a été traité comme les exclus du Communisme.

Après l'éclatement du groupe initial en petites entités incontrôlées, celles-ci ont perdu leur indépendance financière [58]. En effet, le premier Greenpeace n'acceptait pas les dons de sociétés, d'organisations gouvernementales ou de lobbies, sachant bien que toute cause idéaliste serait ainsi rapidement transformée pour faire plaisir aux commanditaires. Cela semble maintenant la façon de survivre de la plupart des Greenpeace régionaux sans que l'on puisse contrôler si leurs messages diffusés au nom de Greenpeace sont intègres. Certains de leurs messages sont bien relayés par les médias et diffèrent peu de ceux des gaziers [62].

Greenpeace a donné sa caution à des causes présentées de façon idéaliste bien que non réaliste, sans que ses militants se

rendent compte qu'elles proviennent de manipulations par des lobbies sans scrupules.

Greenpeace a récemment créé un classement des entreprises fournissant de l'électricité. « *En raison des investissements réalisés et de ses projets d'investissements dans l'énergie nucléaire, le produit Electrabel Vert reçoit le score minimum pour sa politique d'investissement (-1).* » Greenpeace Europe se montre encore ici un fidèle soutien des gaziers russes pour renforcer le sentiment antinucléaire et préparer le piège éolien à la sécurité énergétique.

La phase suivante de la manipulation est la disqualification des opposants.

La disqualification des opposants à l'éolien

Quand un propagandiste a convaincu ses militants d'un certain nombre d'arguments pour défendre sa cause, cela ne suffit pas pour que ceux-ci, bien que convaincus, puissent changer l'opinion des gens qui savent réfléchir. On conseille aux militants, pour éviter un dialogue de sourds, de disqualifier les opposants plutôt que de discuter les arguments. En voici un exemple qui rend involontairement comique la discussion.

Une brillante invention du lobby des éoliennes américain a été d'appeler ceux qui contestent les éoliennes des Nimbies « *Not In My BackYard* » (pas au fond de mon jardin) pour souligner le caractère égoïste qu'aurait cette attitude si les arguments environnementaux des promoteurs d'éoliennes avaient quelque autre valeur que de les enrichir, tandis que les Nimbies identifient leurs adversaires avec des promoteurs immobiliers, honnis depuis leur saccage des villes en 1960.

Le lobby éolien a persuadé ses militants que les arguments de ceux qui n'aiment pas les éoliennes sont des mythes. Probablement que le lobby éolien estime que les arguments qu'ils ont affirmés sont maintenant justifiés, ce qui est le cas chez leurs militants mais pas chez ceux qui luttent contre l'éolien. Récemment, on a constaté dans plusieurs pays une campagne simultanée visant à disqualifier les opposants. .

Dans un article qui illustre cette tactique en Belgique (Viot J. F., Les Nimbies et les Nin Biesses, *La Libre Belgique*, 2 novembre 2007), on sépare les "Bons" (Nin Biesses), comparés à des héros gaulois irréductibles, et les "Mauvais" (Nimbies). La suite montre ce que les "Mauvais" pensent et le compare à ce que l'auteur de l'article suppose qu'ils pensent (reproduit ici en italiques).

Le bruit. - Les Bons vont visiter des éoliennes pour se laisser persuader que leur bruit n'est pas plus fort que le bruit de fond d'une ville tandis que les Mauvais (sachant que les éoliennes qui tournent à vide font peu de bruit) vont visiter des éoliennes par temps venteux pour constater que leur bruit est nettement plus fort que le bruit de fond d'une ville à 5 heures du matin. *[Les Nimbies pensent que les éoliennes font du bruit. Les Nin Biesses, eux, ne croient que ce qu'ils entendent : ils sont allés au pied d'une éolienne à Villers-la-Ville ou à Villers-le-Bouillet. Ils savent donc qu'avec une production sonore moyenne de 40 à 50 dB, les éoliennes sont nettement moins bruyantes qu'un bureau ou l'intérieur d'une voiture, le niveau de bruit étant généralement comparable à celui de l'intérieur d'une maison].*

L'effet stroboscopique. - Les Mauvais redoutent l'effet stroboscopique, sachant bien que, malgré les assurances données, aucun riverain n'a pu faire arrêter des éoliennes puisqu'il est pratiquement impossible de prouver la gêne. *[Les Nimbies maintiennent qu'il se produit et qu'il est très gênant. Les Nin Biesses reconnaissent que c'est possible. C'est d'ailleurs pourquoi l'étude d'incidence imposée à tout exploitant potentiel d'un parc éolien doit en tenir compte. La loi permet même d'imposer l'arrêt des éoliennes à certaines périodes de la journée en cas de gêne avérée].*

Le paysage. - Les Bons se plaignent que les Mauvais fassent jouer des règlements wallons pour interdire le saccage du territoire alors que les Mauvais savent que ces règlements ont été concoctés par des lobbies éoliens pour rendre plus compliqué de rejeter les éoliennes et d'être entendus. Ils savent que les recommandations européennes sur le renouvelable ne sont pas contraignantes et que ceux qui utilisent cet argument sont mal informés [36]. Ils constatent que la procédure d'autorisation des parcs d'éoliennes n'est pas du tout démocratique, étant laissée à quelques politiciens élus dans un autre contexte. *[Les Nimbies brandissent les règlements wallons et européens sur le paysage pour démontrer que les éoliennes n'ont rien à faire chez eux. Les Nin Biesses savent que c'est le Parlement européen qui a fixé une obligation en terme de production d'énergie renouvelable, et que le Plan wallon pour la maîtrise durable de l'énergie la traduit. Les Nimbies pensent pouvoir se retrancher derrière « une gestion en bon père de famille » du paysage pour rejeter les éoliennes. Les Nin Biesses - qui préfèrent une vision de la société moins paternaliste et plus fraternelle -, se souviennent qu'ils sont en démocratie et qu'il revient, dans notre état, à la Région wallonne d'être garante de ce bon père de famille. En conséquence, la Région a édicté une série de lois régissant l'implantation des parcs éoliens et les fait respecter. Les Nin Biesses acceptent qu'une étude d'incidence, et les corrections qui en découlent, visent à respecter au mieux les règles démocratiquement fixées].*

Le prix de l'immobilier. Les Mauvais savent que l'immobilier baisse aussitôt qu'il y a un projet d'éoliennes tandis que les Bons prouvent que les prix augmentent avec l'inflation en comparant les prix entre le début et la fin de la construction d'éoliennes. *[Les Nin Biesses prétendent que les éoliennes n'occasionnent pas d'effet négatif sur ces prix dès lors qu'elles sont érigées. En réalité, seuls les Nimbies provoquent un effet négatif sur l'immobilier. Puisqu'il a été démontré que le seul effet négatif possible se produit avant l'implantation des éoliennes, plus le délai entre un projet et sa réalisation se prolonge, pis c'est.]*

Le prix de l'énergie. Les Mauvais signalent que le prix de l'électricité des éoliennes revient au triple de l'électricité achetée en France tandis que les Bons se font à l'idée que le prix de l'énergie augmente de toute façon. *[Les Nimbies pensent que la présence d'éoliennes au fond de leur jardin devrait entraîner une réduction significative de leurs factures d'électricité. Les Nin Biesses pensent, eux, que, sans les éoliennes, la facture (qui augmentera de toute façon) augmentera simplement plus vite et plus tôt].*

La goutte d'eau. - Les Mauvais savent que le calcul du nombre de ménages servis par des éoliennes est 'bidon' puisqu'il s'agit d'une part d'énergie intermittente et d'autre part que les ménages ne consomment qu'un cinquième de l'électricité, le reste étant consommé par les bureaux, les magasins, les services publics, le chauffage et l'industrie. *[Les Nimbies concluent que, de toute façon, la douzaine d'éoliennes qu'on veut leur imposer*

représentera une goutte d'eau dans un océan et que, donc, ça ne vaut pas la peine de s'occasionner tant de dérangement pour si peu. Les Nin Biesses calculent qu'un parc moyen d'éoliennes peut fournir en électricité l'équivalent de plusieurs communes environnant la leur, et que, c'est déjà une bien belle goutte d'eau].

L'intérêt écologique. - Les Bons veulent faire comme les voisins danois et allemands alors que les Mauvais sont informés que le choix de l'éolien fût une catastrophe économique pour ces pays. Le Danemark est le pays qui émet la plus grande proportion de gaz à effet de serre et où l'électricité est la plus chère (plus du double de la France). *[Les Nimbies déclarent que l'intérêt écologique des éoliennes n'est pas démontré. Les Nin Biesses prétendent, eux, qu'une éolienne a remboursé sa dette énergétique en quelques mois et qu'elle permet de réaliser une économie substantielle d'énergie fossile et de gaz carbonique. Sans maîtriser la question, les Nin Biesses se rangent avec logique derrière les spécialistes qui ont encouragé leur utilisation et les états nombreux parmi nos voisins, et au-delà, qui ont subventionné leur implantation.]*

L'enrichissement des Flamands. - Les Mauvais savent que l'éolien donnerait de l'emploi et enrichirait les fabricants d'éoliennes danois et allemands (Le journaliste semble confondre les Flamands et les Danois, ou aurait appris qu'une entreprise flamande fabrique en sous-traitance des engrenages d'éoliennes).

La liberté d'expression. Les Bons ne peuvent pas convaincre les Mauvais puisque ceux-là n'ont pas d'arguments sérieux. Ils se plaignent donc que les Mauvais préfèrent se dire des martyrs tandis que les Bons se plaignent de n'avoir pas assez de support médiatique alors que les moyens des lobbies éoliens sont énormes et que leur efficacité est admirée internationalement, même dans la défense d'une cause sans mérite. *[En se présentant systématiquement comme les martyrs d'une situation qu'on veut leur imposer et lorsqu'ils se disent victimes de la tyrannie de la pensée dominante des Nin Biesses, les Nimbies inversent les rôles. Au quotidien, la pensée pourtant largement médiatisée des Nin Biesses a encore beaucoup de progrès à faire].*

L'avenir. - Les Bons lisent et s'informent sur le climat et l'énergie. Apparemment, cela ne leur a pas servi à comprendre que les éoliennes sont une solution pire que le mal. Les Bons voient des poteaux là où les Mauvais voient des hélices tournantes qui gâchent le paysage. *[Les Nin Biesses ... prennent leur longue-vue et tentent de regarder loin. Bien plus loin que ce champ où on parle de dresser douze poteaux d'acier. Ils écoutent, ils lisent].*

Sur le climat et les ressources d'énergie. - Les Bons, qui ne sont pas égoïstes, choisissent l'humanisme, la cause la plus juste. Les Mauvais s'étonnent que l'humanisme censure les raisonnements économiques et ne permet pas d'examiner, sans se référer aux dogmes de « La Cause », des problèmes ardues comme l'efficacité réelle des éoliennes. Ils se préoccupent de ne pas avoir l'égoïsme de léguer à leurs enfants l'énorme dette des éoliennes, cachée sous l'obligation, pendant 15 ans, d'acheter 3 fois trop cher leur électricité chaque fois qu'il y a du vent. *[(Les Nin Biesses) n'ont pas peur de se confronter à l'évidence. Ils envisagent sérieusement que l'humanité puisse se heurter bientôt - sinon déjà - à sa propre limite et aux limites du monde où elle évolue. Sans céder à la panique ou à l'égoïsme, ils choisissent, sereinement, de défendre la cause qui leur paraît, en humanistes, la plus juste. Ils se souviennent que le monde ne leur est que*

prêté, qu'ils ne sont eux-mêmes à peine plus que cet arbre ou cette fleur qu'ils admirent. Et ils en concluent : « Please, in my backyard »].

Sur le réchauffement climatique. - Les Bons mettent le GIEC et Al Gore dans leur camp mais les Mauvais savent que le GIEC n'a pas suggéré d'autres solutions que de restreindre la consommation et donc n'est pas plus du côté des Bons que des Mauvais. Le politicien Al Gore ne peut pas dire ouvertement que le nucléaire est la solution la meilleure contre l'épuisement des réserves fossiles et le réchauffement climatique qu'il illustre si bien. La conclusion implicite de ses travaux, où il recommande la taxe carbone, le met du côté des Mauvais, puisque des pays ont conclu, après avoir vu son film, que le moyen le plus efficace de lutte est d'avoir des centrales nucléaires. *[Au moment même où Al Gore et toute une flopée de scientifiques reçoivent un prix Nobel de la paix pour leurs positions environnementales, une poignée d'irréductibles Gaulois - les Nin Biesses - doit batailler ferme, ici et là, pour permettre l'apparition d'un parc éolien. Car les Nimbies, eux, veillent au grain ! Pour eux, les Nin Biesses sont une bande de frénétiques déments qui veulent favoriser l'implantation d'une production industrielle (ils insistent sur le mot) d'électricité dont l'intérêt ultime sera de permettre à des Flamands de s'en mettre plein les poches].*

Les Bons démontrent ainsi que leur façon de raisonner ne dépend pas de la réflexion mais de ce qu'on leur dit de penser, ce qui les rend imperméables aux arguments de bon sens des Mauvais. L'article confirme involontairement que les Nimbies sont des Nin Biesses et démontre ainsi ce que sont les militants de l'éolien.

Pénétration des lobbies éoliens

Des 'facilitateurs' issus des lobbies publics de l'éolien ont été nommés et rémunérés par l'État. Ces conciliateurs partisans doivent animer des séances d'information. La lecture de l'article précédent permet d'imaginer le sérieux des arguments qu'ils utilisent.

Les méthodes de désinformation se généralisent pour manipuler des citoyens qui ne sont pas formés aux méthodes de l'analyse historique. Même des Prix Nobel sont manipulés.

Désinformation à l'insu de ceux qui la cautionnent

Les publicistes doivent soigneusement choisir leurs phrases s'ils veulent désinformer tout en ne mentant pas. Voici un exemple pour lequel on a fait croire qu'on a l'aval des gens compétents.

Le texte suivant est une présentation soignée de l'éolien qui semble concoctée par un lobby éolien (Extraits traduits de [74]). Chaque extrait est suivi de commentaires (entre crochets).

« L'énergie éolienne génère de l'électricité sans émission de gaz, sans combustible à extraire, transporter ou stocker, sans eau de refroidissement, sans pollution de l'eau, sans déchets. L'énergie éolienne peut réduire la pollution générée par les combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz. » [La phrase gomme la nécessité d'un système de production d'énergie avec backup, lequel a besoin de combustible, gaz ou charbon, et de refroidissement par eau. Ces centrales de backup génèrent presque autant de pollution et de gaz à effet de serre (70 à 80 %) que sans éolien].

« Une turbine typique (750 kW) génère assez d'électricité pour 328 maisons typiques (sans chauffage électrique). » [Soit,

avec un facteur de charge de 25 %, 5 MWh/an/ménage, consommation plausible en Amérique. Ce calcul camoufle le fait qu'on n'a aucun moyen pratique de transformer du courant intermittent en courant à la demande. Les ménages ne consomment qu'un cinquième de l'électricité. Le reste, dû aux bureaux, aux magasins, à l'éclairage public, au chauffage et aux autres industries, est escamoté par cette présentation].

« *Évidemment, l'éolien requiert du terrain où placer des turbines.* » [Le lecteur peut-il deviner de cette phrase, correcte mais dépourvue de l'information quantitative indispensable, qu'il faudrait installer une turbine sur chaque km² du territoire en Belgique pour satisfaire la demande en électricité. Une turbine géante de 120 m de haut et de puissance 1,5 MW installé sur chaque km² de la Belgique fournirait 2,6 GWh/an à 20 % de charge, soit 79 TWh/an sur les 30.528 km² de la Belgique, alors qu'il faudrait 82 TWh pour la consommation belge. Il resterait à trouver comment stocker ce courant pour le restituer pendant les semaines suivantes quand il n'y a plus de vent].

« *Quelques personnes n'aiment pas l'aspect des turbines. D'autres les trouvent visuellement attirantes.* » [Ces phrases subtiles désinforment sur le fait que presque personne ne veut avoir d'éoliennes à proximité ou visible de sa maison].

[La présentation ne laisse pas deviner que l'éolien demande des investissements très supérieurs à l'énergie nucléaire et que l'électricité produite est intermittente et 3 fois plus chère que par de meilleures méthodes, un aspect pourtant crucial quand tant de gens se plaignent de la faiblesse de leur pouvoir d'achat.]

Cette présentation mérite d'être étudiée par les écoles de communication où l'on doit apprendre à rédiger pour ne montrer que l'aspect positif des objectifs et pour censurer dès l'abord tout raisonnement sur les aspects négatifs.

Le chef d'œuvre analysé ici se trouve dans le site de l'Union des Scientifiques Concernés (UCS). D'autres sections de ce site sont consacrées à célébrer l'intégrité des scientifiques. Les juges de Galilée étaient déjà persuadés d'être intègres. L'intégrité ne remplace pas une vue d'ensemble réaliste ou le besoin de contrôles pour éviter les manipulations. Le site signale qu'il a reçu le support de 52 prix Nobel mais ces signataires ne devaient probablement pas connaître la page critiquée ici, ni la plupart des autres affirmations du site. Il n'y a pas que des gens stupides qui se font manipuler.

Être manipulé ou manipuler ?

La désinformation des lobbies éoliens démontre sur un cas anodin que le sens critique des Occidentaux devrait être amélioré. Lors des guerres asymétriques récentes, nos armées de pacificateurs ont eu peu de résultats car les populations locales sont gagnées par les idéologies de la guérilla tandis que nos stratèges sont incapables d'utiliser la propagande pour faire comprendre leurs actions.

La section suivante montre comment les techniques de propagande ont été appliquées pour l'éolien et ont réussi à rendre le protocole de Kyoto important mais surtout pour le business de l'environnement.

Choisir les termes adéquats pour la publicité

Les lobbies du gaz, de l'antinucléaire et de l'éolien ont utilisé de bons publicistes pour faire adopter des choses inutiles ou nuisibles. Quelques unes de leurs méthodes sont expliquées ici.

Le lobby éolien a été particulièrement astucieux en choisissant des termes qui allaient faciliter sa campagne.

Leurs messages emploient les mots : *renouvelable, écologique, compensation, foisonnement*, comme si ces mots représentaient des réalités qui ont le sens qu'ils leur confèrent. Certains mots recouvrent des concepts mal définis ou qui n'existent pas.

Leurs messages ont soigneusement évité de trop utiliser les mots : *intermittent, courant à la demande, centrale d'appoint, backup*.

Leurs messages implicites laissent entendre qu'il est indiscutable que les éoliennes sont bénéfiques pour l'environnement et pour le réchauffement climatique alors que c'est le contraire.

Leurs messages parlent toujours de *puissance en MW* et rarement d'*énergie en MWh*.

Leurs études de coût se font sur la production d'une éolienne mais ne tiennent pas compte qu'un système où sont intégrés différents moyens de production doit fournir de l'électricité à la demande. Cette façon d'aborder le problème camoufle que le seul coût significatif est celui du *système complet* de production.

Désinformation sur la production des éoliennes

Les publicistes ont toujours présenté leurs informations de la façon qui leur est le plus favorable mais les promoteurs éoliens n'ont pas peur d'aller à la limite de la publicité mensongère. Les informations sur les éoliennes sont fantaisistes et manipulées. Par exemple, une brochure de Suez écrit qu'un parc d'éoliennes de 300 GWh correspond à la consommation de 85 000 ménages [10]. Donc un ménage ou un foyer consomme 3,5 MWh/an.

Les 4 millions de ménages belges ne consomment donc que 14 TWh/an. Il faudrait, pour les 82 TWh consommés en Belgique, 23 millions de ménages ou bien il faudrait signaler que la consommation des industries (magasins, ateliers, fermes), des administrations (éclairage public, électricité des bureaux, écoles, hôpitaux et services publics) et du chauffage électrique n'est pas comprise dans ce total de même que la consommation de la grosse industrie et des chemins de fer, métros et tramways. Un des acteurs doit tenir compte d'une perte de 7% dans le transport d'électricité par le réseau. Les ménages ne consomment donc que 17 % de la production, ce qu'il serait plus honnête d'indiquer au lieu de passer sous silence la plus grande partie (73%) de la consommation.

Tant que les clients ne voudront pas d'une électricité qui n'est distribuée que pendant 1/5 ou 1/4 du temps avec des coupures inattendues, il est abusif de dire que les éoliennes servent à la consommation des ménages.

L'histoire du protocole de Kyoto

Le succès des trois premiers traités sur l'environnement n'a pas pu être renouvelé.

Le protocole de Kyoto avait été conçu comme les 3 précédents traités concernant le trou d'ozone, les pluies acides et la réduction des armes nucléaires.

Ces 3 traités avaient réussi mais le contrôle de l'effet de serre s'attaque à un problème différent. Comme ce sont les combustibles fossiles qui provoquent l'effet de serre, l'idée

simple et malheureusement simpliste était d'en remplacer le plus possible par du renouvelable.

Pour ce qui nous concerne ici, nous devons parler du Protocole de Kyoto car il a été invoqué à tort pour justifier l'éolien industriel.

Malgré la présentation idéaliste, des gens compétents ont rapidement vu les incohérences des textes conçus à Rio (peu de temps après Tchernobyl) et à Kyoto, textes qui n'auront plus cours à la fin 2011 et qui sont en révision pour 2012.

L'idée directrice du protocole est centrée sur la réduction des émissions (mitigation), ce qui a empêché une approche plus urgente de l'adaptation. La mer pourrait monter de 1 m à 2 m dans cent ans et des habitants des côtes (y compris des Flamands) vont devoir s'adapter pour ne pas devenir des réfugiés climatiques non préparés.

« *Le Protocole de Kyoto, c'est comme les accords de Munich... Les hommes politiques font semblant d'agir en prononçant de belles phrases* » Lovelock J. (2007) [35]. James Lovelock est un des premiers scientifiques à s'être préoccupé de la santé de la terre (en 1972). Il est un partisan du nucléaire depuis le début. Il est un adversaire des éoliennes comme tous ceux dont les lieux de repos et de vacances sont menacés et qui se questionnent sur l'absence de justifications environnementales et économiques des éoliennes.

Le protocole n'a pas empêché que des profiteurs utilisent ses nombreuses échappatoires pour un fructueux business de l'environnement [80], tel que l'éolien.

La promotion du protocole de Kyoto

Les médias ont présenté le protocole de Kyoto comme un texte sacré, aussi admirable que la proclamation des droits de l'homme ou des dogmes religieux. Ce symbole de l'écologie acquiert ainsi un statut respectable et dogmatique au lieu d'être une base de discussion pour une amélioration efficace de l'environnement.

Toute critique contre le Protocole devient donc une attaque contre la cause sacrée de l'environnement selon la même technique qui avait transformé toute critique contre le Communisme comme une cause d'opprobre et d'exclusion.

Des Américains, qui se méfient des manipulations, ont souligné les faiblesses de Kyoto et les raisons de ne pas appliquer ce règlement mal foutu. Les arguments des pays qui ont critiqué le protocole ne sont pas diffusés dans les médias européens qui se contentent de vilipender le clan du refus au lieu d'étudier toute proposition d'amélioration du protocole.

Le protocole n'a pas été imposé aux pays en développement (bien qu'ils soient incités à le signer sans avoir d'obligations), ce qui laisse 70 % des émissions de GES hors de sa juridiction.

Si les gaziers avaient voulu un protocole satisfaisant leurs buts et pouvant être interprété pour supporter les désinformations sur les éoliennes, ils n'auraient pas pu mieux faire, bien qu'on ne puisse pas prouver qu'ils y ont contribué.

Kyoto a ainsi créé un problème psychologique, ayant été transformé en une marque du politiquement correct alors qu'il faut maintenant en souligner les défauts pour repartir sur une base plus solide [80].

Pourquoi réviser les accords sur les gaz à effet de serre

La quantité de CO₂ émise depuis les traités sur l'environnement a fort augmenté dans le monde. C'est donc un échec qui doit être repensé pour 2012. La suite suggère ce qu'on pourrait changer, y compris l'usage abusif du mot renouvelable pour des systèmes qui brûlent de grandes quantités de combustibles fossiles.

Malgré ses faibles émissions de CO₂ grâce à ses centrales nucléaires, la Belgique s'est fait rouler dans la formulation de Kyoto et elle le sait au moins depuis 2001. « *L'effort belge de réduction d'émissions exigé à Kyoto en décembre 1997 est nettement plus élevé que la moyenne européenne et les coûts des mesures domestiques de réduction seraient chez nous parmi les plus élevées de l'Union européenne. Au total, la Belgique devra supporter 1/8ème du coût global « Kyoto » européen alors que notre pays compte environ 2,5 % des habitants de l'Union et représente environ 3 % du PNB européen.* » (Rapport ULB, *Les implications du Protocole de Kyoto*, février 2001 [12]).

En plus des désinformations concernant la fourniture intermittente d'énergie et la définition du renouvelable, les principales incohérences du protocole sont les suivantes :

- L'objectif est de diminuer le CO₂, même chez ceux qui l'on déjà réduit grâce au nucléaire, au lieu de comparer et de réduire les taux de CO₂ émis dans chaque pays.
- Le nucléaire est totalement ignoré. Les pays, comme la France et la Belgique, qui ont de faibles taux d'émission sont défavorisés, alors qu'ils devraient servir d'exemples.
- L'épuisement des ressources fossiles (détecté par le dépassement du pic de production) n'est pas évoqué bien que, depuis la conférence de Rio, ce problème soit devenu un problème aussi préoccupant que le réchauffement climatique.
- Le protocole donne un avantage au remplacement du charbon par le gaz, alors que les réserves de gaz s'épuisent plus rapidement.
- Plutôt que de consommer du gaz pour générer de l'électricité, il vaut mieux le convertir en gazoil au départ pour utiliser ces réserves fossiles là où elles sont indispensables.
- Il n'y a pas de pénalités pour la déforestation, ni d'avantages pour la plantation de forêts capturant le carbone, nettoyant l'air et attirant la pluie.
- Il n'y a pas de pénalité quand la fourniture de biomasse réduit la production de nourriture et en accroît le prix.
- Le rôle de l'élevage et des engrais dans le bilan des pollutions n'avait pas été correctement adressé. Le méthane provoque un effet de serre proportionnellement plus important que le CO₂. Une vache produit autant de gaz à effet de serre qu'une voiture (de Kersvadoué 2007 [70]).
- On ne tient pas compte des transports traversant les petits pays centraux.

Choisir des mots pour brouiller le raisonnement

Le protocole recommande, sans contrainte ni pénalité, qu'une nation développée (membre de l'OECD), signataire de Kyoto, produise un pourcentage de son énergie par du renouvelable (de 6 % ou 21 %) [36]. Le règlement a ignoré les grandes différences entre les énergies classées dans le « renouvelable ». Une bonne formulation aurait dû traiter les émissions globales des systèmes de production, ce qui a été soigneusement évité.

Le mot '*renouvelable*' prête à des interprétations différentes. Le lobby éolien a profité de sa définition du renouvelable pour renforcer le piège de l'éolien.

L'énergie hydraulique est une énergie renouvelable idéale mais l'eau sert aussi à alimenter les habitations, les industries et l'agriculture, au maintien du niveau des fleuves et des canaux de transport et au stockage de l'énergie. On ne peut pas gérer cette ressource avec une priorité aveugle à l'énergie, ni la faire intervenir dans un total hétéroclite d'énergie renouvelable. L'hydroélectricité, une énergie très particulière, est ainsi placée dans un cadre administratif qui gêne son optimisation, puisqu'on ne peut plus la gérer en tenant compte des nombreux systèmes où elle intervient. Il faut aussi protéger les rivières naturelles contre des aménagements inutiles et destructeurs.

Le vent n'est pas une énergie renouvelable véritable puisque le système de production d'énergie à la demande a besoin de gaz pour produire de 3 à 5 fois plus d'énergie, ce qui émet des gaz à effet de serre en proportion.

Les produits de la terre (bois, biocarburants et même déchets ménagers) sont neutres du point de vue renouvelable puisque leur production équilibre leurs émissions. L'usage de la végétation pour l'énergie est cependant limité puisque cela concurrence la production de nourriture, laquelle devrait être prioritaire.

La taxe carbone

La taxe carbone, qui devrait décourager l'usage immodéré de combustibles fossiles, doit faire face à de nombreuses difficultés pratiques.

Dans son discours de réception du Prix Nobel, Al Gore a lancé un combat contre le réchauffement climatique en imitant le style de Winston Churchill lançant le combat contre le fascisme.

Les propositions concrètes de son discours sont les deux points suivants: « *Nous avons besoin d'un moratoire sur toute nouvelle centrale brûlant du charbon sans pouvoir capturer et stocker le dioxyde de carbone. Nous avons besoin de mettre un prix sur le carbone par une taxe sur le CO₂.* »

La taxe carbone est équivalente à une taxe sur l'émission de CO₂. La façon suivante de présenter la taxe carbone ne facilite pas son adoption. Une augmentation du prix du combustible (charbon, gaz naturel ou pétrole) a le même effet qu'une taxe carbone, avec la différence que l'argent revient à l'État au lieu des producteurs.

Le nucléaire est déjà moins cher que le gaz naturel. La taxe carbone est plus élevée sur le charbon que sur le gaz naturel, mettant ces deux énergies à prix compétitif. Cette taxe rendra aussi le nucléaire moins cher que le charbon. La politique d'Al Gore favorise ainsi l'option nucléaire.

Un des résultats de la taxe carbone est de rendre le chauffage encore plus cher, ce qui pose déjà un problème aujourd'hui. Cet inconvénient pourrait être réduit si le produit de la taxe carbone est redistribué également à tous les foyers.

Il a été suggéré de remplacer la taxe carbone par un système de quotas individuels et de marché. Ce dernier système, incorporé en partie dans le protocole de Kyoto, donne plus d'opportunités aux affairistes et est donc préféré par quelques juristes.

Stockage du carbone

La déforestation réduit le stockage temporaire du carbone et augmente donc sensiblement l'effet de serre.

Des essais sont en cours pour comprimer le CO₂ sous forme liquide et l'injecter ainsi sous terre en espérant qu'il ne ressortira pas plus tard mais se transformera en carbonates stables. Il est souhaitable de faire disparaître ainsi des quantités conséquentes mais on ne peut pas prendre ses désirs pour des réalités.

On espère que les recherches rendront praticables le stockage du CO₂, la régénération des combustibles nucléaires et la production à grande échelle de fuels par des méthodes agricoles ou par des microorganismes mais, dans l'immédiat, on ne peut pas tenir compte dans des règlements contraignants de ce qui pourrait n'être qu'une utopie.

Décisions sans les producteurs d'électricité

Le protocole a été conçu par des spécialistes des réactions physico-chimiques dans l'atmosphère, dont des membres du GIEC. Malheureusement, ces chercheurs idéalistes ne se sont pas rendu compte d'un problème pragmatique que les producteurs d'électricité ont toujours en tête: assurer la fourniture à la demande et donc contrebalancer les fournitures intermittentes. Il semble qu'aucun ingénieur n'ait pris part à la rédaction du protocole, un traité conçu sans que les principaux experts soient impliqués. Deux des raisons de l'échec de Kyoto sont d'avoir négligé le problème de l'intermittence et de n'avoir pas pu mentionner (pour des raisons politiques) l'existence et l'intérêt du nucléaire.

L'uranium comme énergie renouvelable

L'uranium est un métal très répandu sur terre et en mer. On a d'abord exploité les minerais les meilleurs et on s'attend à ce que le prix augmente quand il faudra exploiter des minerais moins concentrés. L'uranium n'a représenté, pendant un brève période que 1% du prix de l'électricité nucléaire quand on a employé le plutonium de récupération des bombes. Même avec des prix multipliés par 15 (sur notre tableau de calcul en 2020), le nucléaire reste de loin le combustible primaire au prix le plus bas.

La *Commission Énergie 2030* estime que l'uranium (sous forme d'oxyde d'uranium U₃O₈) représente en 2006 de 1,75% à 3,5% du coût au kWh. Si le prix double, les pourcentages deviennent de 2% à 4%. Si le prix décuple, les pourcentages deviennent de 18% à 36% [101], ce qui correspond aux prix indiqués ici. Une augmentation du prix de l'électricité nucléaire de 30%, suite à un décuplement du prix de l'uranium, semble presque négligeable par rapport aux fluctuations de prix du gaz. Comme le prix du combustible fossile représente 90% du coût au kWh pour une centrale au gaz, le prix au kWh s'accroît de 84% pour un simple doublement du prix du gaz.

Comme, malgré les fausses rumeurs, les réserves d'uranium peuvent durer longtemps (des milliers d'années si l'on extrait l'uranium de l'eau de mer), le nucléaire devrait être considéré comme une énergie renouvelable. Le nucléaire deviendrait parfaitement renouvelable si les recherches arrivaient à utiliser la surgénération en pratique et de façon rentable.

Pour améliorer le protocole, une solution efficace, peut-être difficile à apprécier par les juristes qui ont pourtant utilisé le mot '*renouvelable*' à tort et à travers, serait de considérer le nucléaire comme une énergie renouvelable.

Le piège de l'éolien

Quand l'électricité sera produite au moindre coût (tout nucléaire pendant les périodes creuses en tenant compte des stations de pompage), les éoliennes ne pourront plus se connecter automatiquement mais il faudra continuer à payer pour leur dette. Les gaziers espèrent que cette contrainte retardera la décision de ne plus brûler du gaz naturel qui augmente l'effet de serre.

Si un pays a investi fortement dans l'éolien, il risque cependant d'être contraint, à cause du prix et de la rareté de l'énergie fossile, à installer du nucléaire qui rend inutile les éoliennes et leurs centrales à gaz de backup. Le gouvernement sera ainsi forcé de reconnaître que lui, et les investisseurs qui y ont mis leurs économies sur ses conseils, ont fait un mauvais placement, tandis que les citoyens, qui sont aussi les futurs consommateurs d'électricité, resteront contraints de payer pendant 15 ans pour cet investissement inutile. Tous comprendront à ce moment qu'ils ont été joués.

Les gaziers peuvent espérer que les politiciens, plutôt que de reconnaître cette perte d'argent camouflée (ce type d'augmentation de la dette belge n'apparaissant pas dans la comptabilité nationale), vont retarder la décision d'investir dans des centrales nucléaires, ce qui est le but.

La Finlande a dû se battre contre la Russie en 1940 et est donc très sensible aux risques liés à l'approvisionnement énergétique. Elle a commandé en 2003 une centrale nucléaire à la France.

Plutôt que de s'acharner sur les principes inefficaces du protocole (en faisant adopter des taux de réduction encore plus grands, plus irréalistes et mieux contournables), les grands pays semblent maintenant préférer une approche par le bas, des essais étant financés localement sous contrôle national et les systèmes ayant réussi étant généralisés [80].

Complots ou opportunités ?

Ce piège à l'éolien a-t-il été imaginé par des comploteurs machiavéliques ou est-il né des circonstances ? Comme à d'autres moments de l'histoire, toutes les explications sont possibles et toutes ont probablement concouru aux décisions dangereuses. Il n'est guère utile de chercher dans le passé des responsables insolubles mais ce refus de repentance ne devrait pas permettre de s'enfoncer encore plus dans ses erreurs.

Quoi qu'il en soit, la politique énergétique actuelle met la Belgique et l'Europe dans une situation chaque jour plus périlleuse pour sa sécurité d'approvisionnement énergétique et donc pour sa sécurité tout court, de même que pour sa compétitivité économique.

On espère que, suivant l'exemple de Lovelock, de véritables environnementalistes vont fonder un parti vert sans adopter la position antinucléaire mais ils doivent d'abord guérir la population qui a été victime d'une gigantesque intoxication sur la dangerosité du nucléaire. Si ce parti avait du succès, il éviterait une réduction du pouvoir d'achat d'au moins un pourcent chaque année en Belgique (et en Europe).

Le problème est connu des politiques (il a fait l'objet du rapport de la *Commission Énergie 2030*) mais ils n'osent pas agir avant que l'opinion publique ait compris les enjeux réels et soit guérie de sa désinformation sur le nucléaire.

L'éolien industriel jugé par ses détracteurs

Des sites [60] et des livres (Gerondeau 2007 [69]) qualifient l'éolien industriel et l'écologie « d'arnaques ». Ce mot ne convient pas aux stratégies énergétiques qui préparent une position de faiblesse dans les futurs conflits.

Quand le bon sens reviendra, il restera quelques éoliennes gigantesques qui deviendront des monuments à l'avidité et à la stupidité humaine.

Ce dossier devrait aider à comprendre la raison du saccage des campagnes et de l'endettement forcé des consommateurs d'électricité à cause de travaux inutiles. Savoir ce qui nous attend pourrait inciter à y remédier.

(Ce document fait partie d'un site [92] contenant un *Dossier sur les coûts et les nuisances des éoliennes* et un *Dossier sur le projet de parc éolien à La Roche-en-Ardenne*. Le présent article explique la raison des installations éoliennes. Il est imprimé à partir de [90]. La liste des références se trouve dans un document imprimable [99]).

Table des matières

<i>Les objectifs du marketing de l'éolien industriel</i>	1
<i>L'arme du pétrole pour gagner la guerre</i>	1
Guerre contre le Japon	1
Guerre contre l'Allemagne	1
Stratégies empêchant l'indépendance énergétique	2
<i>Chantage à l'approvisionnement énergétique</i>	2
La croyance récurrente qu'il n'y aura plus de guerres	2
Croyance à la résolution pacifique des conflits	2
Conflit énergétique avant une guerre ouverte	2
La faiblesse d'un pays privé de sources d'énergie	2
<i>Exploitation du gaz de Russie</i>	3
Les propriétaires des gisements de gaz	3
Géopolitique du gaz naturel	3
Le contexte politique au début de l'engouement éolien	3
<i>Propagande pendant la guerre froide</i>	3
Activisme environnemental	3
Le rôle de la télévision	3
Nouveaux buts de propagande	4
<i>Comment rendre effrayant le nucléaire</i>	4
Le mécanisme des gènes et des mutations	4
Ordre de grandeur des radiations subies	4
Efficacité de la propagande émotionnelle	5
<i>Désinformations sur la dangerosité du nucléaire</i>	5
Situation des énergies pour les antinucléaires	5
Activisme des pacifistes contre les bombes nucléaires	6
<i>Histoire des technologies éoliennes et de leur commerce</i>	6
Histoire technologique des éoliennes modernes	6
De la compétence technologique au lobbying	6
<i>Nouvelle politique de subsides en 1989</i>	7
Enterrement du concept d'intermittence	7
Coût de l'énergie intermittente, constante, adaptable	7
Transferts de compétence au réseau de distribution	8
<i>Le nouveau type de pouvoir des lobbies</i>	8
Efficacité des grands lobbies internationaux	9
<i>Le paradoxe de l'éolien</i>	9
Les appels d'offre supprimés	9
<i>De l'idéalisme au business de l'environnement</i>	10
Majorités politiques et pouvoir des petits partis	10
<i>Les enquêtes d'opinion manipulées</i>	10
<i>Mouvements environnementaux et pollution</i>	11
L'option antinucléaire	11
La manipulation des Verts	11
<i>La formation des conseillers en communication</i>	11
La formation des militants	12
<i>Les mythes dénoncés par des lobbies</i>	12
<i>Prix de l'immobilier et proximité d'éoliennes</i>	12
<i>L'évolution d'un mouvement : Greenpeace</i>	13
<i>La disqualification des opposants à l'éolien</i>	14
Pénétration des lobbies éoliens	15
<i>Désinformation à l'insu de ceux qui la cautionnent</i>	15
Être manipulé ou manipuler ?	16
<i>Choisir les termes adéquats pour la publicité</i>	16
Désinformation sur la production des éoliennes	16
<i>L'histoire du protocole de Kyoto</i>	16
La promotion du protocole de Kyoto	17
Pourquoi réviser les accords sur les gaz à effet de serre	17
Choisir des mots pour brouiller le raisonnement	17
La taxe carbone	18
Stockage du carbone	18
Décisions sans les producteurs d'électricité	18
L'uranium comme énergie renouvelable	18
<i>Le piège de l'éolien</i>	19
Complots ou opportunités ?	19
L'éolien industriel jugé par ses détracteurs	19
<i>Table des matières</i>	20